

OREFQ

territoires

OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE L'EMPLOI, DE LA FORMATION ET DES QUALIFICATIONS DE LORRAINE

OREFQ

Centre d'Affaires Libération

4, rue de la Foucotte

54000 Nancy

Tél. : 03 83 98 37 37

Fax : 03 83 98 98 78

E-mail : contact@orefq.fr

Site : www.orefq.fr

Directeur de la publication :

Catherine FILPA

Permanents de l'OREFQ :

Pascal BAUGER

Catherine FILPA

Fabienne JIMENEZ

René KRATZ

Alexandre PARMENT

Angélique PEPIN-VIADER

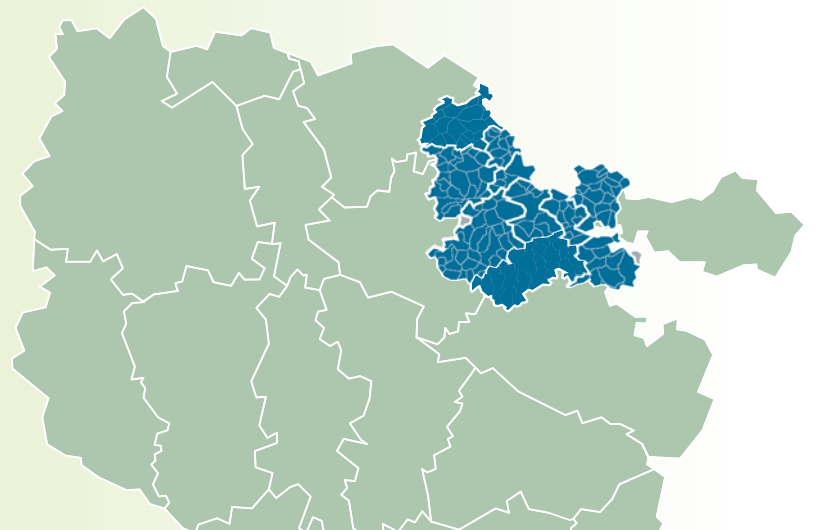
Ousmane SOW

Conception : Phonem Communication

Nancy

Imprimerie : Saint-Jacques (Lunéville)

Dépôt légal : Juin 2009 - ISSN 1240-1951



le Bassin Houiller Lorrain

Sommaire

- 2** • La zone d'emploi du Bassin Houiller Lorrain
- 3** • Démographie en déclin ; les communes minières sont les plus touchées
- 6** • L'activité humaine reste concentrée au nord de la zone d'emploi
- 7** • Un tissu économique et productif en profonde mutation
- 12** • Mutation économique et coopération intercommunale : faible anticipation et cohésion limitée
- 14** • L'activité des femmes : croissance en deçà de celle des autres zones d'emploi
- 17** • Un chômage massif bien que minoré par le Pacte Charbonnier
- 19** • L'emploi frontalier vers l'Allemagne : une composante structurelle de l'environnement économique et social local en léger recul depuis 2001
- 20** • La formation professionnelle, d'un niveau moindre qu'en région et à dominante professionnelle et technique
- 23** • Le BHL en retard dans l'accès à l'économie de la connaissance
- 26** • Des réseaux d'insertion très majoritairement concentrés dans l'ancienne zone minière

La zone d'emploi du Bassin Houiller Lorrain

Historiquement, le Bassin Houiller Lorrain (BHL) – qui tire son nom de l'activité économique exercée par les Houillères du Bassin de Lorraine (HBL) – pouvait être délimité par un triangle formé par les villes de Creutzwald, Faulquemont et Stiring-Wendel dans lequel était située la quasi-totalité des cinquante-huit puits de mine appartenant aux HBL. Appuyé sur le découpage en zones d'étude et d'emploi réalisé par l'Insee, le périmètre retenu dans le cadre de cette étude est beaucoup plus vaste que le territoire industriel : située au nord-est du département de la Moselle, bordant la frontière avec l'Allemagne, la zone d'emploi du BHL s'étend sur une superficie de 1 424 km² (6% du territoire lorrain) et regroupe 183 (8%) des 2 339 communes que compte la Lorraine.

Pour autant, si le périmètre statistique s'est substitué au périmètre historique, il reste que la réalité économique et sociologique de la zone d'emploi du Bassin Houiller s'enracine dans la longue histoire du charbon qui a « contribué à modeler le paysage physique et industriel de nombre de régions françaises¹ ». Ainsi, durant près de deux siècles, la Lorraine et tout particulièrement le Bassin Houiller, ont fondé leur renom sur les activités minières lourdes autour du charbon, du fer et de la sidérurgie. La fermeture des houillères de Lorraine (arrêt définitif des embauches en 1984, arrêt de l'activité du dernier puits en 2004, dissolution des Charbonnages de France en 2007), « progressive et planifiée de longue date² », a profondément impacté le tissu productif et économique local et contraint les acteurs socio-économiques et politiques à mettre en œuvre des stratégies de développement territorial afin de tenter de redynamiser le territoire et de recréer un tissu d'activités et d'emplois. Cependant, la mise en œuvre d'une politique de développement économique censée favoriser la venue et l'épanouissement sur le territoire d'activités créatrices d'emplois pour la population locale ne semble pas avoir donné lieu à l'émergence d'une activité de substitution de taille équivalente, d'autant que d'autres secteurs industriels, comme celui de la chimie, continuent de restructurer.



1 : Philippe de Ladoucette, « Charbonnages de France et la société française », Annales des Mines, mai 2004, p. 7.

2 : Jean-Marc Mohr, « Mutations industrielles : un challenge social fondamental », Annales des Mines, mai 2004, p. 40.

Une démographie en déclin : les communes minières sont les plus touchées

Fortement peuplé – sa densité est de 186 hab/km² (4^e rang régional derrière les zones d'emploi de Nancy, Thionville et Metz), à comparer aux 99 hab/km² de la moyenne lorraine – le Bassin Houiller comptait au total 264 652 habitants lors du dernier recensement de la population en 2006 et rassemblait 11% de la population régionale (Tableau 1).

Tableau 1 : Population, superficie et densité des 17 zones d'emploi Lorraine en 2006

Communes	Population	Superficie (km ²)	Densité (hab/km ²)
Thionville	323 180	1 080	299,2
Nancy	418 352	1 509	277,2
Metz	277 129	1 158	239,3
Longwy	84 213	429	196,3
Bassin Houiller	264 652	1 424	185,9
Briey	76 522	714	107,2
Sarreguemines	84 274	795	106,0
Remiremont-Gérardmer	79 395	821	96,7
Saint-Dié	83 803	1 067	78,5
Épinal	156 759	2 376	66,0
Toul	68 078	1 143	59,6
Lunéville	78 137	1 451	53,9
Sarrebourog	87 486	1 759	49,7
Bar-le-Duc	62 490	1 451	43,1
Vosges de l'ouest	60 018	1 611	37,3
Meuse du nord	86 211	2 829	30,5
Commercy	44 995	1 932	23,3
Moselle	1 036 721	6 216	166,8
Meurthe-et-Moselle	725 302	5 246	138,3
Vosges	379 975	5 874	64,7
Meuse	193 696	6 211	31,2
Lorraine	2 335 694	23 547	99,2

Source : INSEE – Recensement de population 2006 – Population par communes - Réalisation OREFQ

La zone d'emploi du Bassin Houiller a vu sa population décroître de 2,2% depuis 1990, soit 6 000 habitants en moins, après en avoir gagné près de 12 000 entre 1975 et 1990 (Tableau 2).

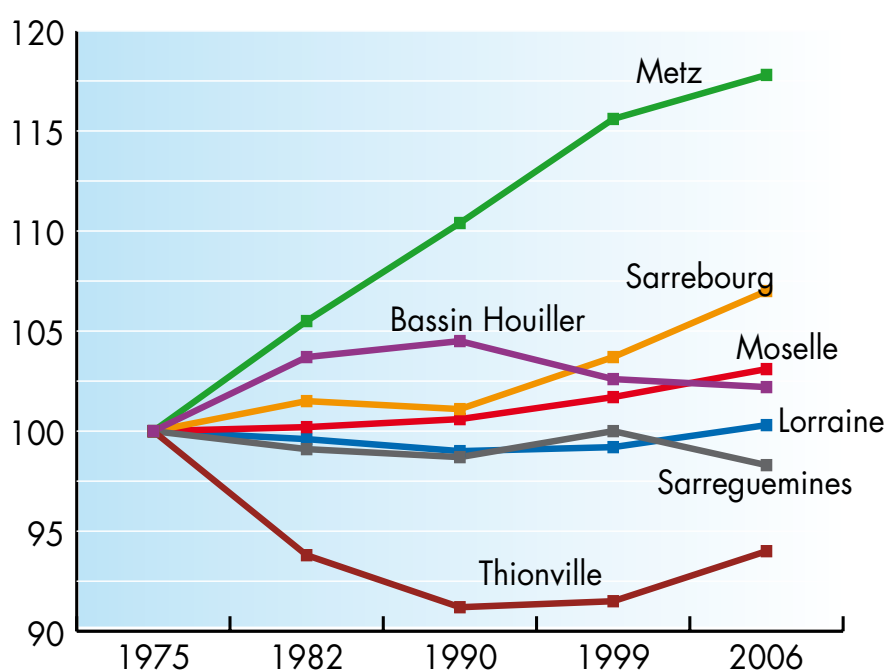
Tableau 2 : Évolution de la population du Bassin Houiller entre 1975 et 2006

	1975	1982	1990	1999	2006	Évolution 1990/2006	
						Effectifs	%
BHL	258 939	268 535	270 653	265 735	264 652	-6 001	-2,2
Moselle	1 005 757	1 007 337	1 011 624	1 023 199	1 036 721	25 097	2,5
Lorraine	2 329 788	2 320 463	2 306 462	2 310 023	2 335 694	29 232	1,3

Source : INSEE – Recensements de population 1975, 1982, 1990, 1999 et 2006 - Réalisation OREFQ

Alors que le nombre d'habitants du Bassin Houiller diminuait entre 1990 et 2006, la population lorraine (+1,6%) et plus encore la population mosellane (+2,5%) augmentaient du fait de l'essor des zones d'emploi de Metz (en croissance constante depuis 1975 avec 34 000 habitants supplémentaires dont la moitié entre 1990 et 2006), de Sarrebourg (5 000 habitants supplémentaires entre 1990 et 2006) et, à un degré moindre, de Thionville qui après avoir vu sa population décliner pendant 25 ans a regagné plus de 8 000 habitants au cours de la dernière décennie (Graphique 1).

Graphique 1 : Évolution de la population des zones d'emploi de Moselle (base 100 en 1975)



Source : INSEE - Recensements de population 1975, 1982, 1990, 1999 et 2006 - Réalisation : OREFQ.

Tout le territoire du Bassin Houiller n'est pas touché de façon homogène par le déclin démographique. Ainsi, six communautés de communes (constituées entre 1997 et 2007 mais qui recouvrent fréquemment le découpage par cantons) ont perdu des habitants entre 1990 et 2006, notamment celles de Forbach Porte de France, de Freyming-Merlebach et du Warndt, alors que les quatre restantes voyaient leur population augmenter, principalement celles de Faulquemont et du Pays Boulageois (Tableau 3). On observe d'une part, que les gains de population ne compensent pas les pertes et, d'autre part, que les communautés de communes les plus touchées sont celles qui accueilleraient la majorité des puits de mines des HBL.

Tableau 3 : Évolution de la population des 10 communautés de communes du BHL entre 1990 et 2006 (en effectifs et en %)

Communautés de communes	1990	1999	2006	Évolution 1990/2006	
				Effectif	%
CA Forbach portes de France	86 383	82 115	80 807	-5 576	-6,5
CC Freyming-Merlebach	38 516	37 814	35 013	-3 503	-9,1
CC du Warndt	19 866	19 091	18 468	-1 398	-7,0
CC du Pays Naborien	41 847	42 096	41 626	-221	-0,5
CC du Centre Mosellan	14 347	13 956	14 333	-14	-0,1
CC de la Houve	8 348	8 352	8 340	-8	-0,1
CC de l'Albe et des Lacs	13 587	13 907	14 493	906	6,7
CC du Bouzonvillois	11 821	11 948	12 769	948	8,0
CC du Pays Boulageois	11 826	11 832	12 971	1 145	9,7
CC de Faulquemont	22 765	23 216	24 219	1 454	6,4

Source : INSEE – Recensements de population 1990, 1999 et 2006. Réalisation : OREFQ

De la même façon, neuf des onze communes ayant perdu le plus d'habitants ces quinze dernières années sont concentrées dans la zone minière s'étendant de Creutzwald à Stiring-Wendel en passant par Hombourg-haut, Farébersviller et Behren-lès-Forbach (Tableau 4). Les gains en habitants des communes ayant le plus fortement progressé n'équilibrent pas les pertes. Ces communes en croissance sont plutôt disséminées dans la zone d'emploi à l'exception d'Oeting (+468), Kerbach (+220), Schoeneck (+366) et Spicheren (+247), proches de Forbach.

Tableau 4 : Communes du BHL dont le nombre a le plus évolué entre 1990 et 2006 (en effectif et en %)

Communautés de communes	1990	1999	2006	Évolution 1990/2006	
				Effectifs	%
Forbach	27 083	22 784	21 956	-5 127	-18,9
Freyming-Merlebach	15 219	14 457	13 490	-1 729	-11,4
Creutzwald	15 167	14 360	13 655	-1 512	-10,0
Hombourg-Haut	9 584	9 481	8 227	-1 357	-14,2
Stiring-Wendel	13 746	13 126	12 588	-1 158	-8,4
Behren-lès-Forbach	10 293	10 073	9 146	-1 147	-11,1
L'Hôpital	6 398	5 990	5 537	-861	-13,5
Farébersviller	6 837	6 872	6 020	-817	-11,9
Morhange	4 456	4 050	3 896	-560	-12,6
Petite-Rosselle	6 942	6 784	6 623	-319	-4,6
Folschviller	4 582	4 634	4 350	-232	-5,1
Kerbach	912	976	1 132	220	24,1
Puttelange-aux-Lacs	2 975	3 103	3 201	226	7,6
Valmont	3 062	3 143	3 292	230	7,5
Willerwald	1 173	1 223	1 415	242	20,6
Spicheren	3 008	3 288	3 255	247	8,2
Boulay-Moselle	4 420	4 372	4 670	250	5,7
Teting-sur-Nied	1 040	1 178	1 317	277	26,6
Farschviller	1 211	1 378	1 494	283	23,4
Saint-Avold	16 617	16 925	16 915	298	1,8
Schoeneck	2 379	2 755	2 745	366	15,4
Oeting	1 919	1 865	2 387	468	24,4

Source : INSEE – Recensements de population 1990, 1999 et 2006 - Réalisation OREFQ

L'activité humaine reste concentrée au nord de la zone d'emploi

La quasi-totalité de l'emploi généré par les cinquante-huit puits de mines des HBL (ouvriers de jour, ouvriers du fond, ajusteurs, tourneurs et fraiseurs des ateliers mécaniques comme l'atelier central de Petite-Rosselle, etc.) était située dans les quatre communautés de communes du Warndt, du Pays Naborien, de Freyming-Merlebach et Forbach Porte de France³. On repère une autre zone minière plus à l'ouest, à Falck, et plus au sud, à Créhange (voir carte).

De la même façon, quinze des vingt plus grands établissements de la zone d'emploi au 1^{er} janvier 2006⁴ étaient situés dans ces quatre communautés de communes : six à Saint-Avold (Total Petrochemicals France, Hospitalor⁵, Arkéma, la commune de Saint-Avold, la Société Nationale d'Électricité et Thermique et le Centre hospitalier Lemire), quatre à Forbach (le Centre hospitalier Général – Hôpital Marie-Madeleine, Hospitalor – Hôpital Sainte-Barbe, la commune de Forbach, Cora), trois à Freyming-Merlebach (Charbonnages de France, la Société de secours minière de Moselle-Est, l'Association d'aide aux personnes âgées), un à Oeting (SEW Eurocom spécialisé dans la fabrication de moteurs), un à Bisten (Johnson Control spécialisé dans la fabrication d'équipements automobiles). Les cinq restants se trouvent à Bouzonville (TRW Systèmes de Freinage spécialisé dans la fabrication d'équipements automobiles), Sarralbe (Ineos), Morhange (Rehau industrie), Faulquemont (Viessmann), Longeville-lès-Saint-Avold (Pompes Grundfoss). Cette attractivité du nord frontalier de la zone d'emploi pour les grands établissements – et plus généralement pour les zones d'activités intercommunales – s'explique en grande partie par la qualité du réseau d'infrastructures hérité du passé industriel ainsi que par la proximité géographique de l'Allemagne.

Par ailleurs, les dix communes les plus peuplées de la zone d'emploi (114 157 habitants sur les 264 652 de la zone d'emploi, soit 43,1% de la population en 2006 contre 47,3% en 1990) sont aussi situées dans l'ex zone minière au nord du croissant s'étendant de Creutzwald à Stiring-Wendel en passant par Saint-Avold et Farébersviller (Tableau 5).

Tableau 5 : Les 10 communes les plus importantes du Bassin Houiller

Communes	1990	1999	2006	Évolution 1990/2006	
				Effectifs	%
Forbach	27 083	22 784	21 956	-5 127	-18,9
Saint-Avold	16 617	16 925	16 915	298	1,8
Creutzwald	15 167	14 360	13 655	-1 512	-10,0
Freyming-Merlebach	15 219	14 457	13 490	-1 729	-11,4
Stiring-Wendel	13 746	13 126	12 588	-1 158	-8,4
Behren-lès-Forbach	10 293	10 073	9 146	-1 147	-11,1
Hombourg-Haut	9 584	9 481	8 227	-1 357	-14,2
Petite-Rosselle	6 942	6 784	6 623	-319	-4,6
Farébersviller	6 837	6 872	6 020	-817	-11,9
L'Hôpital	6 398	5 990	5 537	-861	-13,5

Source : INSEE – Recensements de population 1990, 1999 et 2006. Réalisation OREFQ

Cet espace est nettement plus urbanisé que le reste de la zone d'emploi. Ainsi, l'inventaire communal réalisé par l'Insee en 1998 montrait déjà que ces quatre communautés de communes présentaient un espace recouvert à 50% par des zones d'habitation ou d'activités économiques industrielles ou tertiaires, d'infrastructures routières ou ferroviaires (contre 25% en Moselle), pour 22% d'espace naturel (25% en Moselle) et 28% de superficie agricole utilisée (50% en Moselle)⁶. A l'opposé, la Communauté de Communes de l'Albe et des Lacs présente 35% d'espaces naturels et 37% de superficies agricoles utilisées ; l'espace central mosellan (incluant les communautés de communes de Faulquemont, du Bouzonvillois, du Centre Mosellan et de la Houve), voué à l'agriculture intensive, présente 16% d'espaces naturels et 64% de surfaces agricoles utilisées. La zone d'emploi du Bassin Houiller présente ainsi des espaces peuplés et urbanisés au nord, des espaces ruraux et agricoles au centre. Pour autant, si l'on considère la taille des communes, la zone d'emploi dans son ensemble apparaît plus urbanisée que les échelons régionaux ou nationaux (Tableau 6).

3 : Confrontés aux problématiques générées par l'arrêt de l'activité minière et conscients que dans ce cadre un nouveau projet de développement territorial était indispensable, les élus de ces 4 intercommunalités ont décidé de s'engager dans une démarche de création d'un Syndicat mixte de Cohérence Territoriale. Instauré par la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain (loi SRU du 13 décembre 2000), le SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale) est un document d'urbanisme qui fixe, à l'échelle de plusieurs communes ou groupements de communes, les orientations fondamentales de l'organisation du territoire et de l'évolution des zones urbaines afin de préserver un équilibre entre zones urbaines, industrielles, touristiques, agricoles et naturelles. Créé en décembre 2005 et baptisé SCOT du Val de Rosselle, ce territoire couvre 47 communes et 181 000 habitants.

4 : Source : INSEE - CLAP au 1er janvier 2006.

5 : En 1972 les Houillères du Bassin de Lorraine étaient à la tête d'un patrimoine hospitalier qu'il s'agissait de rénover et de pérenniser. C'est ainsi qu'a été créé Hospitalor : Association Hospitalière Lorraine à but non lucratif qui s'est vu conférer une autonomie juridique et financière et dont la mission a été reconnue d'utilité publique en juillet 1997.

6 : Insee Lorraine, Organisation spatiale, Économie Lorraine, décembre 2005.

Tableau 6 : Répartition des communes par nombre d'habitants

• Répartition par nombre d'habitants

Nombre de communes		%
Moins de 200 habitants	29	15,8
200 à moins de 500	65	35,5
500 à moins de 2 000	57	31,1
2 000 à moins de 5 000	21	11,5
5 000 à moins de 10 000	6	3,3
10 000 à moins de 20 000	4	2,2
20 000 habitants et plus	1	0,5
Total	183	100,0

• Communes de moins de 500 habitants

Nombre de communes		%
France	20 685	56,2
Lorraine	1 595	68,2
Moselle	390	53,4
BHL	94	51,3

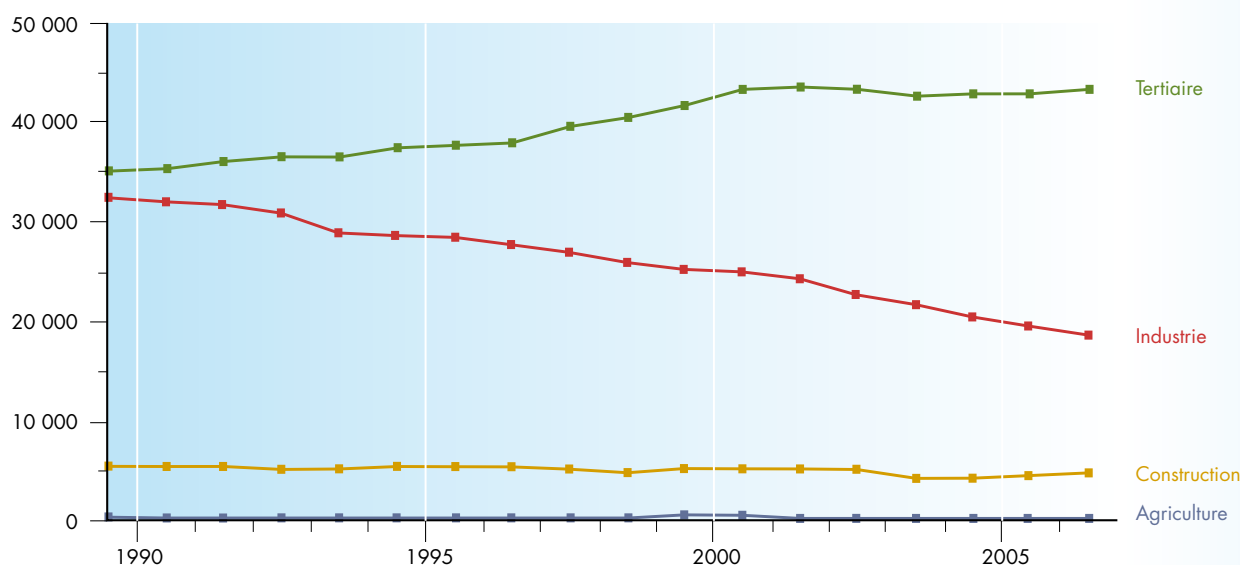
Source : INSEE – Recensements de population 2006.
Réalisation : OREFQ

Enfin, l'inventaire des 5 102 équipements et services rendus à la population réalisé par l'Insee⁷ (couvrant les domaines des services, marchands ou non, des commerces, de la santé et de l'action sociale, de l'enseignement et du tourisme) montre que deux tiers d'entre eux (3 473) sont situés dans les communautés de communes du Warndt, du Pays Naborien, de Freyming-Merlebach et de Forbach Porte de France (qui en concentre près de 1 500, soit plus d'un quart à elle seule).

Un tissu économique et productif en profonde mutation

Avec 73 087 emplois salariés en 1989 contre 66 615 en 2006, la zone d'emploi du Bassin Houiller a perdu près de 6 500 emplois en 17 ans, soit une baisse de près de 9%. Surtout, cette baisse s'accompagne d'une profonde transformation du tissu productif et économique. Ainsi, alors que la part des secteurs de l'agriculture (qui représente moins de 1% de l'emploi salarié) et de la construction (7% à 8%) est restée stable entre 1989 et 2006, celle de l'industrie a constamment diminué pour passer de 44% en 1989 à 28% en 2006 (avec la disparition de 13 823 emplois salariés, soit une baisse de 43%) alors que celle du secteur tertiaire est passée de 48% en 1989 à 65% en 2006 (soit un gain de 8 191 emplois pour une augmentation de 23%) malgré une relative stagnation depuis le début des années 2000 (Graphique 2).

Graphique 2 : Evolution de l'emploi salarié par secteurs d'activité (NES 4) de 1989 à 2006



Source : INSEE - Estimations annuelles d'emploi salarié de 1989 à 2006 (données 2006 provisoires). Réalisation : OREFQ

Désindustrialisation massive et tertiarisation plus lente qu'en région

Cette tendance qui voit le déclin de l'emploi salarié dans le secteur de l'industrie au profit de celui du tertiaire n'est pas spécifique à la zone d'emploi du Bassin Houiller puisqu'on l'observe également au niveau de la Moselle, de la Lorraine ou de la France. Toutefois, l'emploi salarié du Bassin Houiller était et reste nettement plus industriel qu'à l'échelon régional et national. Ainsi, en 2006, le secteur industriel représentait encore 28% du salariat contre 20% en Moselle et en Lorraine, et 16% en France. Inversement, la part de l'emploi salarié dans le secteur tertiaire y était et reste plus faible qu'aux autres échelons territoriaux : représentant 65% dans le Bassin Houiller, celle-ci s'élève à 73% en Moselle et en Lorraine, et à 76% en France (Tableau 7).

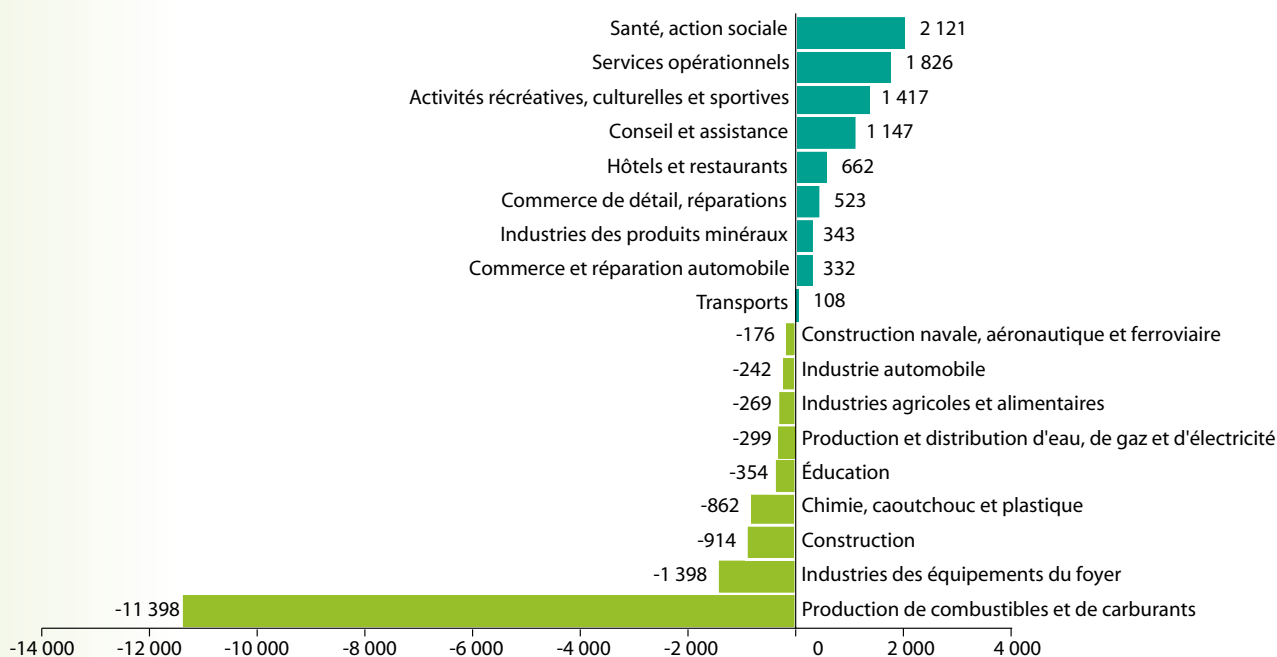
Tableau 7 : Evolution de la répartition sectorielle (NES4) des salariés dans le Bassin Houiller, en Moselle, en Lorraine et en France entre 1990 et 2006 (en %)

	Bassin Houiller		Moselle		Lorraine		France	
	1990	2006	1990	2006	1990	2006	1990	2006
Agriculture	0	1	0	1	1	1	1	1
Industrie	44	28	31	20	30	20	24	16
Construction	8	7	7	6	7	9	7	9
Tertiaire	48	65	62	73	63	73	68	76
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : INSEE - Estimations d'emploi salarié de 1990 à 2006 (données 2006 provisoires). Réalisation : OREFQ

En 1990, le secteur de la production de combustibles et de carburants, avec près de 20% des salariés, était le plus gros employeur de la zone d'emploi du Bassin Houiller, loin devant le secteur de l'éducation (9%), de la santé et de l'action sociale (8%), de la construction (8%) et du commerce de détail et des réparations (7%). Seize ans plus tard, avec près de 12% des salariés, le secteur de la santé et de l'action sociale est devenu le premier secteur employeur du Bassin Houiller, devant celui de l'éducation (9%), du commerce de détail et des réparations (9%), de l'administration publique (7%), de la construction (7%) et des services opérationnels (6%)⁸ (Graphique 3).

Graphique 3 : Les 18 Secteurs (NES 36) ayant le plus évolué entre 1989 et 2006



Source : INSEE - Estimations d'emploi salarié de 1990 à 2006 (données 2006 provisoires). Réalisation : OREFQ

⁸ : Signalons toutefois que le secteur des services opérationnels, inclus dans le secteur tertiaire, comprend l'activité intérimaire et donc certains services aux entreprises qui peuvent relever du secteur industriel.

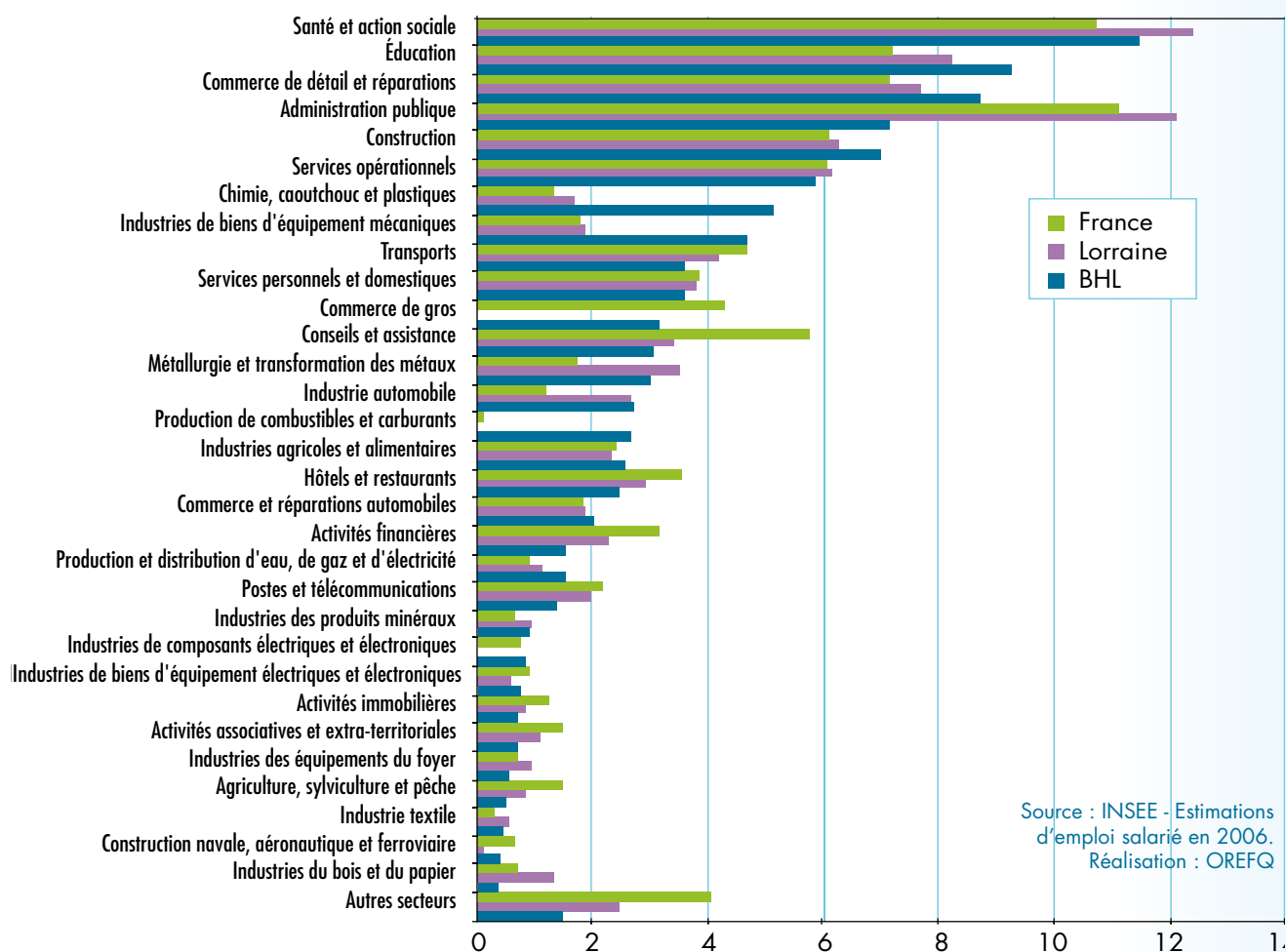
La fin d'une quasi mono industrie

Le déclin de l'emploi salarié dans l'industrie est massivement supporté par le secteur de la production de combustibles et de carburants qui a supprimé 11 398 postes entre 1990 et 2006 (soit une baisse de 87%). Les Houillères du Bassin de Lorraine employaient plus de 43 000 salariés en 1960 (elles étaient encore le plus gros employeur de la zone d'emploi au 1^{er} janvier 2005 et le cinquième plus gros employeur de Lorraine⁹) ; elles sont passées de 14 715 salariés en 1990 à 6 383 en 2000 (soit 8 332 suppressions de poste pour une réduction de 56% en 10 ans¹⁰). Comparativement, le secteur qui a supprimé le plus d'emplois salariés entre 1990 et 2006 après celui de la production de combustibles et de carburants est celui de l'industrie des équipements du foyer. Mais avec 1 398 suppressions (soit une baisse de 79%), progressive et régulière entre 1990 (1 767 emplois salariés) et 2006 (369), ce secteur a perdu huit fois moins de salariés que le secteur des charbonnages et n'impacte donc pas le tissu productif du Bassin Houiller de manière aussi massive.

Enfin, si la part de l'emploi salarié du secteur de la construction est restée relativement stable entre 1990 et 2006 oscillant à plus ou moins 7% de l'emploi total de la zone, le secteur a tout de même perdu près de 900 salariés au cours de la période. À peu près autant que le secteur de la chimie (6% de l'emploi de la zone d'emploi en 1990, 5% en 2006) qui, en outre, a vu ses trois plus grands établissements (Total Petrochemicals France et Arkéma à Carling, Ineos à Sarralbe) annoncer en 2007 de nouvelles restructurations devant entraîner la suppression de 400 à 500 emplois supplémentaires au cours des quatre ou cinq prochaines années¹¹.

Le graphique 4 présente des spécificités marquées avec la nette sur-représentation des secteurs de la production de combustibles et de carburants qui employait 2,7% des salariés du BHL en 2006 (contre 0,2% en Lorraine et 0,1% en France), l'industrie des biens d'équipement mécaniques avec 4,7% des salariés (contre respectivement 1,9% et 1,8% en Lorraine et en France) et surtout celui de la chimie, du caoutchouc et du plastique qui employait 5,1% des salariés du BHL contre seulement 1,7% en Lorraine et 1,4% en France.

Graphique 4 : La répartition sectorielle (NES 36) dans le Bassin Houiller, en Lorraine et en France en 2006 (en %)



9 : Source : INSEE – CLAP au 1er janvier 2005.

10 : Source : Charbonnages de France.

11 : Voir à ce sujet, « L'impact des restructurations de la chimie en Moselle-Est sur l'emploi, la formation et les compétences », OREFQ Info, n° 31, Nancy, décembre 2008 et « Impact des restructurations de la chimie de base sur l'emploi au sein des établissements sous-traitants en Moselle-Est », OREFQ Info, n° 32, Nancy, décembre 2008.

Les Charbonnages de France, acteurs de la conversion industrielle

Les questions de reconversion et d'industrialisation des régions de vieille tradition industrielle et minière ont très vite émergé lorsque les premières mutations dues au ralentissement de la production charbonnière ont été observées. Ainsi, en 1963, le démarrage de la centrale nucléaire industrielle française de Chinon (Indre-et-Loire) marque la première étape du futur programme d'équipement nucléaire français qui privera le charbon d'un de ses principaux débouchés. Dans ce contexte, dès la fin des années soixante, les Charbonnages de France ont été conduits à mettre sur pied une véritable politique de conversion et d'industrialisation des régions minières. Les grandes orientations de cette politique sont notifiées au Président des Charbonnages de France par le Premier ministre dès 1966 :

« L'évolution des données économiques dans le domaine de l'énergie et les récessions de la modernisation contraignent notre production charbonnière à la régression (...) Une telle politique ne pourra être menée à bien que si elle s'accompagne d'un effort en faveur de l'industrialisation des régions charbonnières (...) Les [Houillères de Bassin et les Charbonnage de France doivent] intervenir essentiellement de deux manières : en jouant un rôle de recherche, d'accueil, de conseil et d'assistance technique au profit des activités nouvelles, voire en leur offrant à des conditions favorables les terrains, bâtiments et équipements dont ils disposent ; en prenant les participations financières, temporaires ou définitives, dans ces nouvelles industries avec le triple objectif d'aider à leur lancement, de veiller à leur rentabilité et de faciliter l'embauche du personnel des Houillères¹² ».

Dans le Bassin Houiller, dès les années cinquante, de nouvelles activités sont nées dans le sillage de l'activité charbonnière : la centrale électrique Émile Huchet est entrée en activité en 1952, la carbochimie fait ses débuts en 1954 au sein de CDF Chimie. Néanmoins, la reconversion économique du Bassin Houiller a mobilisé de nombreux acteurs et nécessité la mise en place de nombreux outils (Encadré n°1) afin de permettre la reconstruction d'un tissu économique de qualité.

Aujourd'hui, cette politique d'industrialisation prend également appui sur les Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) de Moselle-Est, « l'intercommunalité [étant] la clé de l'avenir pour inscrire l'espace dans un développement économique durable¹³ ».

Encadré n° 1 : Les dispositifs d'industrialisation du Bassin Houiller

Historiquement, parmi les structures en charge de l'appui au développement économique, on trouve le Comité d'aménagement, de promotion et d'expansion de la Moselle (CAPEM). Créé en 1951, c'est l'instrument de développement économique du Conseil Général de la Moselle ; il réunit les principaux représentants des forces économiques, politiques et sociales du département et a pour mission de promouvoir le développement et l'attractivité économique de la Moselle. Il n'est donc pas exclusivement dédié au Bassin Houiller.

La seconde structure apparue dans le paysage est la Société Financière pour la réindustrialisation des Régions Minières et Régions en Mutation (SOFIREM). Créée en 1967 par Charbonnages de France, elle a été la première société de redynamisation de territoires destinée à favoriser la création de nouveaux emplois industriels sur des bassins affectés par la restructuration d'entreprises. Son intervention s'articule autour de trois leviers principaux : la recherche de projets de création d'entreprises et de développement d'entreprises existantes ; l'accompagnement des chefs d'entreprise en vue de sécuriser et d'améliorer leur business plan et leur plan de financement ; l'accompagnement financier sous forme de prêts participatifs de développement. On lui doit ainsi un soutien actif à la politique de croissance d'Hospitalor par le biais de prêts participatifs à l'établissement de Longeville-lès-Saint-Avold et à l'EHPAD de Rouhling. On lui doit également les implantations récentes d'entreprises étrangères telles que : Magna (Canada) à Freyming-Merlebach en 1978 (fabrication d'équipements automobiles), Grundfos (Danemark) à Saint-Avold en 1989 (fabrication de pompes et de compresseurs), Katoen Natie (Belgique) à Farébersviller en 1998 (entrepôt et stockage non frigorifique), AEF (Allemagne) à Faulquemont en 1978 (découpage et emboutissage), Rako (Allemagne) à Faulquemont en 2001 (fabrication d'articles en papier ou en carton), Tonelli (Italie) à Faulquemont en 2005 (fabrication de cartonnages), Eagle Witzemann (Japon) à Faulquemont en 1999 (fabrication d'équipements hydrauliques et pneumatiques), Viba (Italie) à Forbach en 2001 (fabrication de matière plastique de base).

12 : Cité par Philippe de Ladoucette, « Charbonnages de France et la société française », Annales des Mines, mai 2004, p.12.

13 : Charles Stirnweiss, « Forbach et la Moselle-Est misent sur les nouvelles technologies pour réussir leur mutation industrielle », Annales des Mines, mai 2004, p. 58.

Le 12 février 2008, le Groupe Alpha, en partenariat avec le Groupe Caisse d'Épargne, a procédé à l'acquisition de la société de reconversion SOFIREM et de sa filiale SOFIREM Conseil, jusqu'alors propriétés des Charbonnages de France. La SOFIREM rejoint ainsi la SODIE, un acteur majeur du métier de la revitalisation, sous le management commun du groupe Alpha qui devient ainsi le premier groupe français de conseil et d'ingénierie de revitalisation de territoires.

À partir de 1984, le dispositif d'industrialisation de Charbonnages de France est renforcé avec l'instauration du Fonds d'Industrialisation des Bassins Miniers (FIBM) qui intervient en subventions pour renforcer l'attractivité de ces territoires et soutenir l'amélioration de l'environnement des entreprises. Le FIBM, financé par des concours budgétaires annuels, vise à accompagner la réindustrialisation des bassins par des actions sur l'environnement des entreprises (financement d'infrastructures, mise en place de formations). Ainsi, en 2002, l'État a mis à disposition des préfets des 11 bassins miniers français une enveloppe globale de près de 18 millions d'euros au titre du FIBM qui a notamment contribué au soutien de l'immobilier d'entreprise et à des actions de formation de recherche et de productique.

En 1989, lors de la mise en œuvre du plan d'action en faveur du Bassin Houiller se crée l'association Actipromo, absorbée par l'Ageme (Agence pour l'Expansion de la Moselle-Est) en 2003. Regroupant des dirigeants d'entreprises de Moselle-Est, elle intervient sur les arrondissements de Boulay, Forbach et Sarreguemines et a pour objet la promotion du territoire et la diversification industrielle et économique. Elle a à son actif l'implantation de nombreuses entreprises, majoritairement à capitaux étrangers, telles que Pilkington à Seingbouse (commerce de verre plat) en octobre 2001 et qui comptait 130 salariés en 2008, ou encore le centre d'appel de Bosch à Forbach en juillet 2000 et qui comptait entre 100 et 200 salariés.

Développement territorial et réindustrialisation peuvent également être portés par des agences de développement économique territorial regroupant les forces vives d'un territoire : entreprises, collectivités locales et territoriales, organismes de développement, de formation, financiers, etc. Ainsi, en décembre 2003, a eu lieu la première assemblée générale de l'Ageme. Héritière des différents services et organismes en charge jusqu'alors de l'industrialisation (dont Actipromo), elle a été fondée par cinq communautés de communes (Faulquemont, Forbach, Freyming-Merlebach, Saint-Avold et Sarreguemines) et Charbonnages de France, auxquels se sont joints la Région Lorraine et le département de la Moselle. L'Ageme prend le relais de la Mission industrialisation des Houillères du Bassin de Lorraine avec des missions élargies. Chargée de valoriser et de développer l'attractivité du territoire est-mosellan en direction des investisseurs français et étrangers en accompagnant l'implantation et le développement d'entreprises, elle a pour missions : l'accueil et le service aux entreprises, le soutien à la création d'entreprises, l'animation économique et la réflexion sur la stratégie de développement, la promotion et la communication territoriales, la gestion et la diffusion de l'information économique sur le territoire.

Sources : pour le Comité d'aménagement, de promotion et d'expansion de la Moselle (CAPEM) voir www.cg57.fr ; pour la Société Financière pour la Réindustrialisation des Régions Minières (SOFIREM) voir www.sofirem.fr ; www.sodie.com ; www.groupe-alpha.com ; pour l'Agence pour l'Expansion de la Moselle-Est (AGEME) voir www.ageme.fr.

Mutation économique et coopération intercommunale : anticipation et cohésion limitée

La communauté de communes¹⁴ est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI) visant à associer des communes au sein d'un espace de solidarité, en vue d'élaborer un projet commun de développement et d'aménagement de l'espace. Elle a pour objectifs de dépasser le territoire communal pour rationaliser la dépense publique (faire ensemble mieux et à moindre coût pour le contribuable), mais aussi de développer un projet commun aux communes membres (préparer l'avenir d'un territoire au moyen d'un projet commun). Elle exerce obligatoirement les compétences suivantes : actions de développement économique intéressant l'ensemble de la communauté ; aménagement de l'espace. Depuis 2007, l'intégralité de la zone d'emploi du Bassin Houiller (à l'exception d'une seule commune : Fouligny dans le canton de Faulquemont) est couverte par l'intercommunalité¹⁵ (voir carte p.2).

Tableau 8 : Les 10 communautés de communes du Bassin Houiller

	Date de création	Nombre de communes	Ville principale
CC du Warndt	1997	5	Creutzwald
CC du Centre Mosellan	1997	31	Morhange
CC de Faulquemont	2001	32	Faulquemont
CC Freyming-Merlebach	2001	11	Freyming-Merlebach
CC de l'Albe et des Lacs	2002	13	Sarralbe
CA Forbach portes de France	2002	21	Forbach
CC du Bouzonvillois	2004	21	Bouzonville
CC du Pays Naborien	2004	10	Saint-Avold
CC de la Houve	2005	11	Falck
CC du Pays Boulageois	2007	26	Boulay

Source : INSEE – RP 2006 – Population par communes. Réalisation : OREFQ

Partant du constat que l'arrêt de l'activité minière¹⁶ et le démantèlement des houillères allaient entraîner la fin de la redevance minière, source importante de financement des communes, le processus de mutation industrielle et économique – accompagné par les dispositifs d'industrialisation des Charbonnages de France – a tenté de s'appuyer, localement, sur une démarche de coopération intercommunale¹⁷. Ainsi, dès la fin des années soixante, Creutzwald a mené une politique pour la diversification afin d'anticiper la fermeture annoncée du puits de La Houve qui devait être le premier à fermer¹⁸. Creutzwald et les communes environnantes ont ainsi accueilli une des trois zones de réindustrialisation créées en Lorraine par la CECA (Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier), zone dont la compétence économique est transférée à la communauté de communes du Warndt depuis 1997. Se sont ainsi implantés Grundig (téléviseurs, 1200 emplois à l'époque), Happich (pare-soleil, 454 emplois et désormais Johnson Controls), Kenner Parker Jouets (le Monopoli était produit à Creutzwald) racheté par Hasbro (actuellement 48 emplois) et Textar (plaquettes de frein, actuellement TMD, 223 emplois). À partir de 1990, une deuxième vague d'implantations prend place avec ADMI (actuellement Steeltech, fabrication de vérins, 80 emplois), Thyssen Krupp (maintenance industrielle, 18 emplois), une extension du parc de Tramosa France (logistique en véhicules, 104 emplois), OEEM (outils en carbure, 50 emplois) et de Eifeler (traitement de surface, 12 emplois).

14 : En France, la communauté de communes exerce en lieu et place des communes membres un certain nombre de compétences définies par la loi du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République (dite loi ATR), modifiée par la loi du 12 juillet 1999 relative à la simplification et au renforcement de la coopération intercommunale (dite loi Chevènement), puis la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité.

15 : Notons que la commune de Willerswald, appartenant au canton de Sarralbe n'est pas rattachée à la Communauté de Communes de l'Albe et des Lacs mais à la communauté d'agglomérations de Sarreguemines, la zone d'emploi voisine.

16 : Versée aux communes par les HBL, cette redevance tenait compte des limites des concessions, des tonnages extraits sous la ville, du nombre de mineurs actifs résidant dans la commune.

17 : Charles Stirnweiss, « Forbach et la Moselle-Est misent sur les nouvelles technologies pour réussir leur mutation industrielle », Annales des Mines, mai 2004, pp. 57-58.

18 : Il fut finalement le dernier à fermer en avril 2004.

Plus récemment encore se sont implantés Arma (48 emplois dans l'ingénierie industrielle), Cooper Standard Automotive (système de fluide pour l'automobile, 76 emplois), France Illumination (enseignes lumineuses, 15 emplois), EP6 (logistique, 17 emplois), Etiquettes Théophiles (étiquettes autocollantes, 15 emplois), Creutzwald Injection du Groupe Plastivaloire (plasturgie, 64 emplois), Métralor (maintenance en téléphonie, 80 emplois). Enfin, on recense également des reprises et des consolidations récentes telles que Lormafer (réparation ferroviaire, 160 emplois) ou encore Braun Charculator (production de charcuterie, 100 emplois) ; Steri (maintenance industrielle, 105 emplois), entièrement dépendante des houillères, a su se diversifier vers une autre clientèle. Aujourd'hui, les différents parcs d'activités de Creutzwald représentent plus de 2 200 emplois industriels et artisanaux ; en tout, 6 000 emplois sont disponibles sur le territoire.

De la même façon, c'est pour faire face à la récession de l'activité minière et pour diversifier le tissu économique local face à la mono industrie du charbon qu'ont été créés en 1970 les districts urbains de Forbach, de Faulquemont (5 communes) ou encore de Freyming-Merlebach (7 communes). C'est ainsi que, guidés par des préoccupations économiques fortes, le district de Faulquemont créera le Parc industriel regroupant aujourd'hui plus d'une quarantaine d'entreprises employant environ 2 500 personnes, le district urbain de Forbach créera en 1973 la zone industrielle de Gaubiving Nord (qui deviendra le Technopôle de Forbach sud avec 30 implantations et 1 800 emplois) et que celui de Freyming donnera naissance, dès sa création en 1975, à la zone mixte de Betting-lès-Saint-Avold à vocation artisanale et commerciale. D'autres projets relevant initialement de la compétence des districts urbains, mais gérés aujourd'hui par les communautés de communes, ont vu le jour par la suite : la Mégazone de Moselle Est qui accueille depuis 1990 un parc d'activités à vocation industrielle¹⁹ sur les bans communaux de Farébersviller, Henrville et Seingbouse ; le Parc d'activités de Forbach Ouest et l'Eurozone de Forbach Nord (Encadré n° 2).

Encadré n° 2 : L'Eurozone, un exemple de coopération intercommunale et transfrontalière

Les acteurs économiques et décideurs locaux ont entrepris, dès la décennie 1970, une politique de reconquête économique concertée, mue par une forte volonté de coopération intercommunale : avec ses 30 implantations et ses 1 800 emplois, le Technopôle de Forbach-sud, qui en est l'expression la plus accomplie, a longtemps fait figure de fer de lance de la diversification industrielle de l'Est Mosellan.

Mais pour tirer le développement économique de Forbach et de l'est mosellan, un nouveau site d'activités a vu le jour : l'Eurozone Sarrebruck-Forbach, constituée de deux sites de part et d'autre de la frontière. Du côté français, l'Europarc Forbach-Nord (environ 100 hectares sur les anciennes friches minières du puits Simon) accueillera des entreprises de production innovantes ; du côté allemand l'Europarc de la Brême d'Or accueillera en priorité des entreprises tertiaires et de services. Par ailleurs, une nouvelle voie de communication routière est programmée entre Forbach et Sarrebruck et depuis 2007 ces deux villes sont desservies par le TGV et l'ICE (Inter City Express).

Porté depuis 1995 par 4 partenaires (Land de la Sarre, Conseil Général de Moselle, villes de Sarrebruck et Forbach) regroupés dans un Groupement Local de Coopération Transfrontalière (GLCT) « Eurozone Saarbrücken-Forbach », le projet a abouti à une convention conclue en 1999 pour une réalisation programmée courant 2005. D'après les statuts du GLCT, ses compétences sont principalement : la promotion, le développement, la commercialisation et l'équipement d'infrastructures, sur le plan transfrontalier, de zones industrielles et commerciales.

Site prioritairement destiné au secteur tertiaire et aux activités de haute technologie et de services, l'Eurozone met à disposition toute une gamme d'expertises (juridiques, fiscales, sociales, financières, etc.) et de compétences européennes afin de faciliter l'accès aux marchés français et allemand.

Une première entreprise s'est implantée sur l'Europarc Forbach - Nord en janvier 2004. Il s'agit de l'allemand Precise Electrochemical Machining (PEM), entreprise de haute technologie spécialisée dans l'électroérosion. Annonçant un investissement de 5,4 millions d'euros, la PMI sarroise, qui emploie 14 salariés à Dillingen, prévoit, après ce transfert d'activités, de passer à un effectif de 50 salariés au cours des trois prochaines années.

EuroDev Center, une pépinière d'entreprises transfrontalière orientée vers la création et l'accompagnement d'entreprises liées à des activités industrielles innovantes de haute technologie et des activités de services de haute valeur ajoutée s'est également installée sur l'Eurozone en 2008.

Sources : pour l'Eurozone, voir www.eurozone-saarbruecken-forbach.org ; pour EuroDev Center, voir les sites www.agglo-forbach.fr et www.pepiniere-forbach.fr.

19 : Avec notamment Smart France : assemblage de la Smart qui emploie 850 salariés ; Magna : fabrication de châssis automobiles qui emploie 350 personnes ; Voit France : fonderie d'aluminium qui emploie 210 salariés.

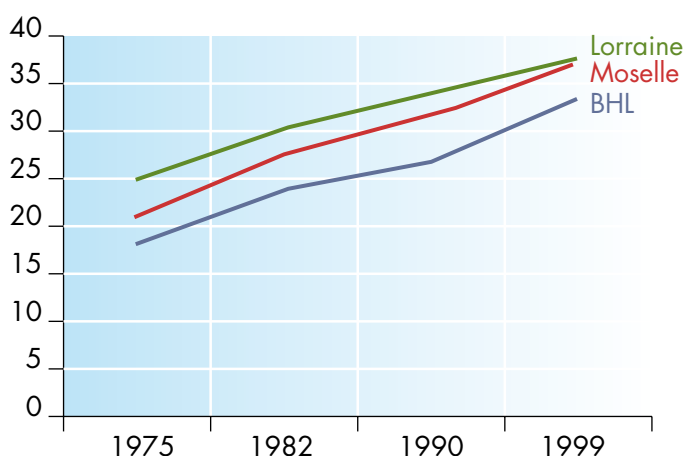
D'autres projets intercommunaux ont vu le jour ou sont en cours d'élaboration afin de pallier les restructurations d'autres secteurs. Ainsi, par exemple, la Communauté de Communes du Centre Mosellan, caractérisée par un territoire à dominante rurale occupé à 70% par des espaces agricoles, a axé ses efforts sur les services à la population et le cadre de vie tout en menant une politique de développement économique ambitieuse. Celle-ci, couplée à une valorisation du patrimoine militaire, a permis aux communes de surmonter la dissolution du 61^{ème} régiment d'artillerie de Morhange en 1992 qui a entraîné une perte importante de plusieurs centaines d'emplois locaux. Plus récemment, dans le cadre d'une convention de revitalisation économique et pour faire face à la perte d'emplois sur la plate-forme pétrochimique de Carling, la Communauté de Communes du Pays Naborien prévoit d'aménager une zone d'activités, le Technoparc. Dédiée à la haute technologie dans le domaine de la chimie-plasturgie, sur l'ancien site minier de Vernejoul à Porcellette, il s'agira de mettre en place un centre de contrôle non destructif des matériaux composites (comme la fibre de carbone), très employés dans l'aéronautique.

Au total, on peut recenser aujourd'hui une trentaine de zones d'activités intercommunales (zones d'activités, zones artisanales, zones industrielles, parcs industriels, zones mixtes, plateformes, zones commerciales, etc.) relevant de la compétence des communautés de communes. Toutefois, si la mine a contribué à forger l'unité du Bassin Houiller pendant des décennies, n'a-t-elle pas également freiné les initiatives des acteurs locaux ? En effet, comment expliquer, par exemple, que huit des dix communautés de communes du Bassin Houiller aient été créées après 2000 alors que la majorité de celles de la zone d'emploi de Sarreguemines l'ont été au début des années quatre-vingt dix²⁰ ? D'autant que, comme le faisait remarquer le CESR, les acteurs locaux semblent considérer l'intercommunalité avec scepticisme (passage obligé, il n'est pas considéré comme un espace de réflexion commune) et que chaque maire a une vision qui lui est propre de l'avenir de son territoire²¹. Ainsi, si l'intercommunalité semble être une des clés de la redynamisation et de la diversification du tissu économique local, peut-être manque-t-il encore « une réflexion commune à l'échelle de la zone d'emploi autour des enjeux majeurs liés à l'avenir du bassin²² ».

L'activité des femmes : croissance en deçà de celle des autres zones d'emploi

Les recensements de la population de 1975 à 1999 ont mis en évidence l'augmentation constante de l'activité féminine dans le Bassin Houiller au cours de cette période. En effet, la population active féminine y représentait 18,2% de la population féminine totale en 1975 contre 33,6% en 1999 (Graphique 5). Toutefois, si la courbe d'évolution de l'activité des femmes dans le Bassin Houiller épouse celles de la Moselle et de la Lorraine, elle reste tout de même nettement en deçà de celles-ci.

Graphique 5 : Évolution de l'activité des femmes par rapport à la population féminine totale entre 1975 et 1999 (en %)



Source : INSEE - Recensements de population de 1975, 1982, 1990 et 1999. Réalisation : OREFQ

20 : La Communauté de communes du Pays du Verre et du Cristal a été créée en 1992, celle de Rohrbach-lès-Bitche en 1993, celle Bitche et Environs en 1994, celle de Volmunster en 2000 et celle de Sarreguemines confluences en 2001.

21 : CESR, Bassin Houiller : un avenir commun à construire, séance plénière du 18 septembre 2003, p. 35.

22 : Ibid.

Surtout, avec 18,2%, la part des femmes actives dans le Bassin Houiller était la plus faible de toutes les zones d'emploi en 1975 et l'est restée en 1999 (33,6%), juste derrière celle de Briey (33,1%) (Tableau 9), même si l'écart s'est réduit de 15 à 8 points avec la zone d'emploi présentant la part d'activité féminine la plus élevée (Remiremont-Gérardmer en 1975 avec 33,0% de femmes actives, Metz en 1999 avec 41,3%).

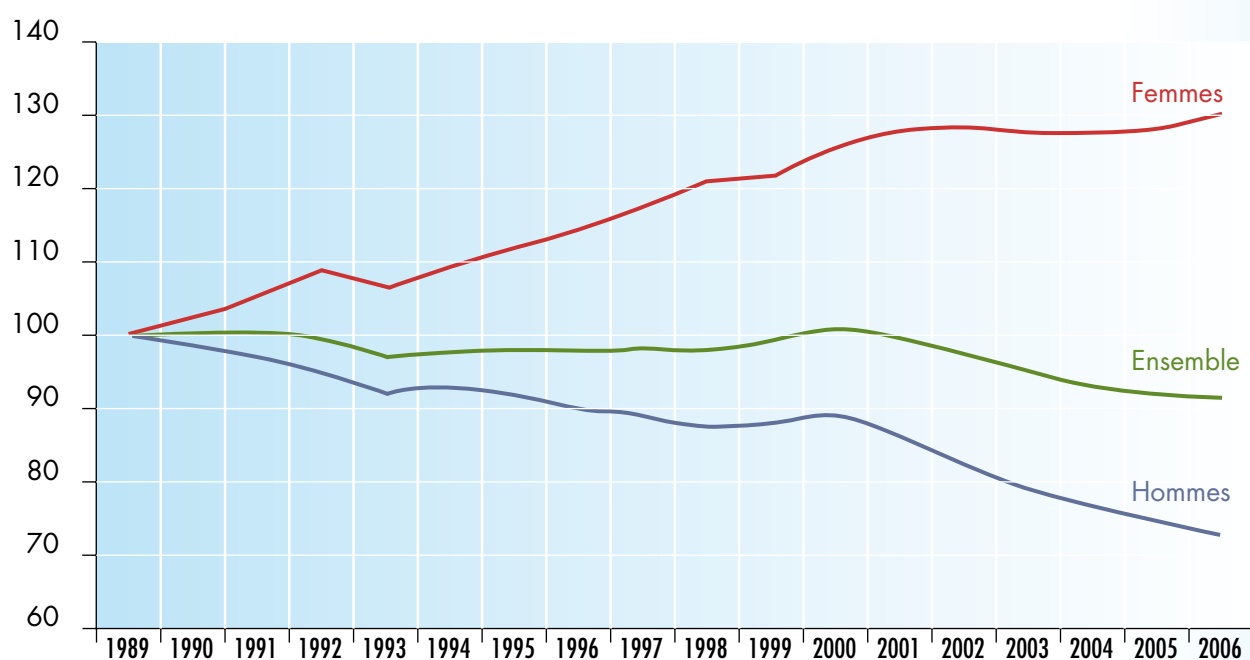
Tableau 9 : Évolution de l'activité des femmes par rapport à la population féminine totale par zones d'emploi entre 1975 et 1999 (en %)

	1975	1982	1990	1999
Briey	18,5	24,1	28,1	33,1
Bassin Houiller	18,2	23,8	27,1	33,6
Commercy	25,3	29,2	30,9	33,7
Meuse du nord	23,5	28,5	31,7	34,2
Longwy	19,3	25,2	30,2	35,7
Lunéville	25,4	30,3	32,9	35,8
Sarrebourg	21,8	27,9	31,3	36,1
Sarreguemines	21,3	26,4	30,4	36,6
Thionville	18,9	25,3	30,7	36,9
Toul	23,1	29,3	33,4	38,0
Vosges de l'ouest	28,0	32,9	35,9	38,2
Épinal	32,2	35,0	36,6	38,4
Saint-Dié	32,0	35,3	36,7	38,4
Bar-le-Duc	29,1	33,8	37,0	39,8
Remiremont Gérardmer	33,0	36,4	38,1	40,2
Nancy	30,7	36,2	38,5	40,3
Metz	27,6	34,3	38,4	41,3

Source : INSEE – Recensements de population de 1975, 1982, 1990 et 1999. Réalisation : OREFQ

La croissance de l'activité des femmes dans le Bassin Houiller, comme partout ailleurs, est étroitement corrélée à l'évolution du salariat féminin. Ainsi, entre 1989 et 2006, alors que l'effectif total des salariés diminuait de 73 100 à 66 600 (-9%) et que l'effectif masculin passait de 49 500 à 36 000 (-27%), celui des femmes croissait de 23 600 à 30 600 (+30%) (Graphique 6).

Graphique 6 : Évolution de l'emploi salarié par sexe de 1989 à 2006 (base 100 en 1989)



Source : INSEE - Estimations d'emploi salarié de 1989 à 2006 (données 2006 provisoires). Réalisation : OREFQ

Cette croissance du salariat féminin entre 1989 et 2006 est essentiellement portée par les secteurs de la santé et de l'action sociale (1 800 femmes supplémentaires), des activités récréatives, culturelles et sportives (+1 400), des services opérationnels (+1 000), du commerce de détails et des réparations ainsi que du conseil et assistance (600 femmes supplémentaires dans chacun de ces deux secteurs)²³.

Au niveau des professions et catégories socioprofessionnelles, cela se traduit par l'augmentation des effectifs féminins chez les employés de la fonction publique (940 femmes supplémentaires), des professions intermédiaires de l'enseignement, la santé, la fonction publique (+854), des employés administratifs d'entreprise (+774) ainsi que des personnels des services directs aux particuliers, des employés de commerce et des professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises (environ 500 femmes supplémentaires dans chacune de ces trois catégories socioprofessionnelles) (Tableau 10).

Tableau 10 : Évolution des effectifs féminins pour les principales catégories socioprofessionnelles entre 1999 et 2006

Catégories socioprofessionnelles	31/12/2000		31/12/2006		Évolution des effectifs féminins 2000/2006	
	Effectif total	Part des Femmes	Effectif total	Part des Femmes	Effectif	%
Employés de la fonction publique	5 516	71,9	6 966	70,1	940	23,7
Professions intermédiaires de l'enseignement, la santé, la fonction publique	3 489	66,3	4 277	72,2	774	33,4
Employés administratifs d'entreprise	5 216	78,4	5 753	82,9	680	16,6
Personnels des services directs aux particuliers	2 200	88,8	2 977	41,1	550	28,1
Employés de commerce	3 995	82,1	4 703	81,1	533	16,2
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	3 571	41,2	4 071	48,1	498	33,9
Cadres d'entreprise	2 291	13,7	3 405	16,8	258	82,2
Ouvriers qualifiés	18 699	8,2	19 381	8,6	131	8,5
Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles ou artistiques	1 025	30,1	1 249	30,9	77	24,9
Contremaîtres, agents de maîtrise	2 734	3,4	2 692	5,9	67	72,6
Techniciens	2 388	9,9	2 83-23	10,6	62	26,3
Ouvriers non qualifiés	10 664	35,4	8 812	39,8	-268	-71

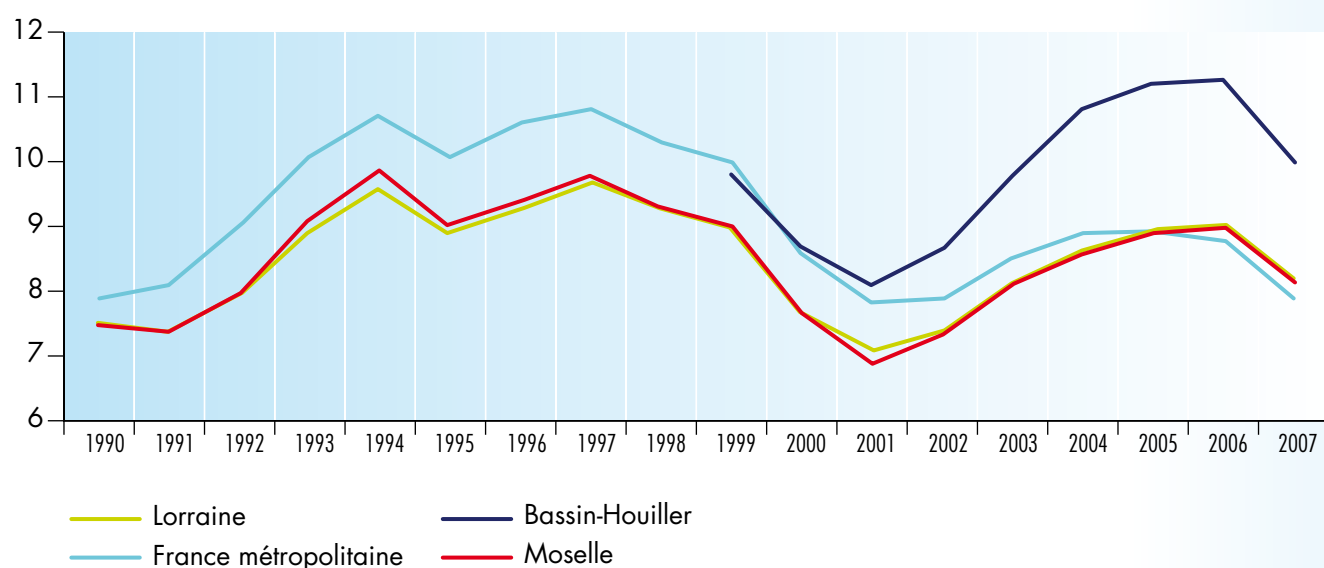
Source : INSEE - Déclarations annuelles de données sociales (DADS) de 2000 et 2006, postes au lieu de résidence - Réalisation : OREFQ

23 : Source : INSEE - Estimations d'emploi salarié de 1989 à 2006 (données 2006 provisoires)

Un chômage massif bien que minoré par le Pacte Charbonnier

Entre 1999 et 2007, la zone d'emploi du Bassin Houiller se caractérise par un taux de chômage plus important qu'aux autres échelons territoriaux (départemental, régional et national). Si au cours de la période l'évolution du taux de chômage du Bassin Houiller suit les tendances départementale, régionale et nationale (baisse de 1999 à 2001, augmentation de 2001 à 2006, baisse de 2006 à 2007), l'écart s'est toutefois creusé entre les différents niveaux territoriaux pour passer de près d'un point en 1999 à près de deux points en 2007 (Graphique 7). Et rappelons que les données sur le chômage n'incorporent pas les préretraités du régime minier (voir encadré n° 3).

Graphique 7 : Évolution du taux de chômage de 1990 à 2007



Source : Insee – Taux de chômage moyen annuel – Série révisée août 2007. Réalisation : OREFQ

Encadré n° 3 : Le Pacte Charbonnier et la Dispense Préalable d'Activité

Le Pacte Charbonnier, soutenu par les pouvoirs publics et signé entre la direction du groupe Charbonnages de France et la plupart des organisations syndicales (CFTC, CFDT, FO et CGC) en 1994 est un outil de gestion sociale de la fermeture des houillères. Il permet aux mineurs volontaires remplissant certaines conditions (45 ans d'âge et 25 ans d'ancienneté) de partir en congé de fin de carrière avec une rémunération équivalente à 80% du salaire antérieur jusqu'à l'âge de la retraite.

Pour les Houillères du Bassin de Lorraine, en sept années d'application (1996 à 2002), 6000 personnes ont pu bénéficier du congé charbonnier de fin de carrière (CCFC).

L'accélération du rythme de fermeture a ensuite donné lieu à un ajustement du Pacte Charbonnier par une nouvelle mesure : la Dispense Préalable d'Activité (DPA). Applicable depuis février 2003, celle-ci permet aux personnes d'anticiper d'un ou deux ans leur départ en inactivité et de toucher 85% du salaire antérieur. La DPA, qui était au départ une démarche volontaire, est devenue obligatoire mi 2004 (contre l'avis des syndicats), l'objectif étant la réduction au maximum des effectifs d'ici la dissolution des Charbonnages de France en 2007.

Au 31/12/2007, on enregistrait dans le Bassin Houiller 9 191 demandeurs d'emploi (catégorie 1), dont 46% de femmes, comme au niveau régional, et 29% de moins de 26 ans contre 27% au niveau régional. Les principaux secteurs d'activité des derniers employeurs des demandeurs d'emploi de catégorie 1 inscrits au 31 décembre 2007 étaient celui de la construction (12%), du commerce de détail et réparations (près de 8%), des activités associatives et extra-territoriales (près de 7%), des biens d'équipement mécaniques (un peu plus de 6%) ou encore des services personnels et domestiques ainsi que des conseils et assistance (un peu plus de 5% chacun) (Tableau 11).

Tableau 11 : Les 10 principaux secteurs d'activité des derniers employeurs des demandeurs d'emploi de catégorie 1 inscrits au 31 décembre 2007

Secteur (NES 36)	Total		Femmes		Moins de 26 ans	
	Effectif total	Poids du secteur (%)	Effectif	Part des Femmes (%)	Effectif	Part des < 26 ans (%)
Construction	1 104	12,0	132	12,0	264	23,9
Commerce de détail et réparations	708	7,7	497	70,2	213	30,1
Activités associatives et extra-territoriales	596	6,5	313	52,5	238	39,9
Biens d'équipement mécaniques	575	6,3	118	20,5	116	20,2
Services personnels et domestiques	500	5,4	368	73,6	111	22,2
Conseils et assistance	493	5,4	146	29,6	56	11,1
Administration publique	400	4,4	242	60,5	107	26,8
Industries des équipements du foyer	376	4,1	178	47,3	75	19,9
Services opérationnels	349	3,8	146	41,8	64	18,3
Hôtels et restaurants	345	3,8	201	58,3	98	28,4

Source : ASSEDIC, ANPE, Ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité – Marché du travail : DEFM de catégorie 1 au 31/12/2007. Réalisation : OREFQ

Très peu de demandeurs d'emplois (une soixantaine ou moins, toutes catégories de demandeurs confondus) provenaient du secteur de la production de combustibles et de carburants entre 1995 et 2007²⁴ alors que ce secteur a perdu près de 12 400 emplois entre 1989 et 2006. Ceci tient à la mise en place d'un dispositif de gestion sociale de la fermeture des houillères, le Pacte Charbonnier (Encadré n° 3), qui a permis, à partir de 1996, aux mineurs de 45 ans justifiant de 25 ans d'ancienneté de partir en congé de fin de carrière avec une rémunération équivalente à 80% du salaire antérieur jusqu'à l'âge de la retraite. Les déclarations des mouvements de main-d'œuvre mettent ainsi en évidence une forte augmentation du nombre de sorties et, corrélativement, une augmentation de la part des départs à la retraite dans les motifs de sortie (Tableau 12).

Tableau 12 : Les principaux motifs de sortie dans les établissements du secteur de la production de combustibles et de carburants de 50 salariés et plus entre 1994 et 2003

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
Total sorties	616	559	1192	1067	1215	967	835	788	888	969
Retraite	411	398	1095	973	868	892	809	774	877	959

Source : INSEE, DRTEFP – Déclarations de Mouvements de Main-d'œuvre des années 1994 à 2003. Réalisation : OREFQ

Ainsi, au-delà d'un chômage préoccupant, l'une des inquiétudes exprimées par les collectivités réside dans les conséquences humaines et sociales de la fermeture des houillères et plus particulièrement des mesures sociales d'accompagnement comme le pacte charbonnier. Selon le CESR, « les élus s'inquiètent en particulier de potentielles difficultés sociales liées au nombre d'agents HBL en inactivité (...) Si l'aspect économique est réglé du point de vue individuel pour les mineurs partant en Congé Charbonnier de Fin de Carrière, reste à connaître l'impact de l'inactivité sur des hommes en pleine force de l'âge et sur leur environnement²⁵».

24 : Source : ASSEDIC, ANPE, Ministère du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité – Marché du travail : DEFM au 31 décembre des années 1995 à 2007.

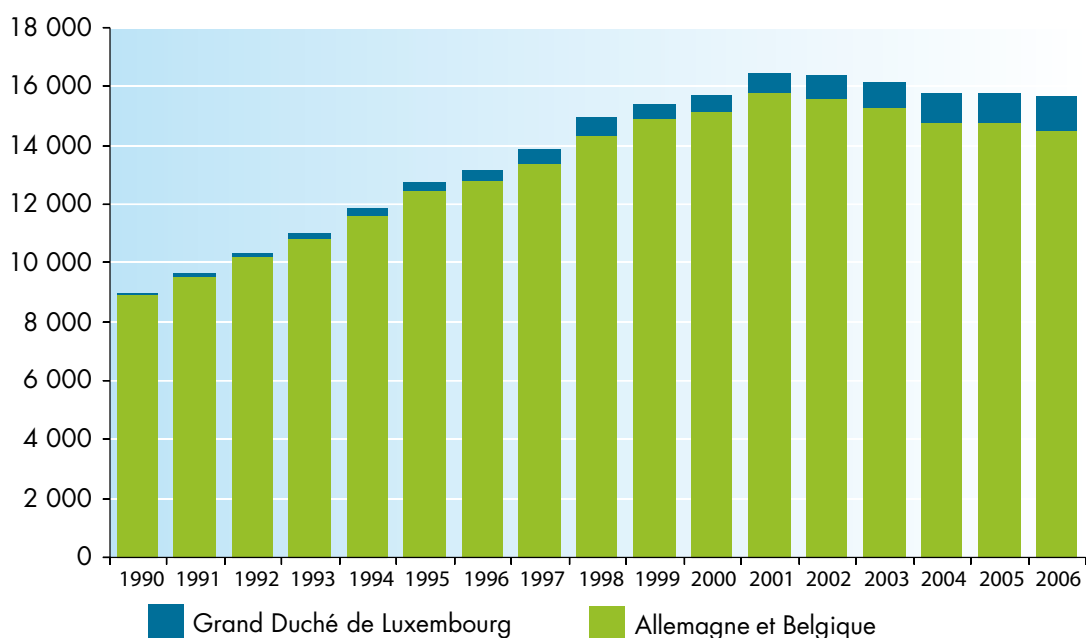
25 : CESR, Bassin houiller : un avenir commun à construire, séance plénière du 18 septembre 2003, pp. 20 et 33

L'emploi frontalier vers l'Allemagne

Une composante structurelle de l'environnement économique et social local en léger recul depuis 2001

Le travail frontalier occupe une place prépondérante dans l'environnement économique et social du Bassin Houiller. En effet, après une forte croissance au cours des années quatre-vingt-dix, celui-ci concerne plus de 15 000 personnes depuis 1999, même s'il décline légèrement mais régulièrement depuis 2001 (graphique 8). L'essentiel des migrations s'effectue à destination de l'Allemagne. Le Luxembourg est une destination marginale pour les travailleurs frontaliers du Bassin Houiller (il attire un bon millier de personnes), mais ce chiffre est en croissance : le Grand Duché représentait 1% de l'emploi frontalier du Bassin Houiller en 1990 ; il en représente désormais près de 8%.

Graphique 8 : Évolution des emplois frontaliers de 1990 à 2006



Source : INSEE - Landesarbeitsamt Rheinland-Pfalz Saarland - Inspection générale de la sécurité sociale du Grand-Duché du Luxembourg - INAMI Belge - Estimations d'emploi frontalier de mars 1990 à mars 2006. Réalisation : OREFQ

Selon le rapport de l'OIE²⁶, l'industrie manufacturière (29%) est le principal employeur des travailleurs frontaliers lorrains travaillant en Sarre, suivie du commerce et réparation (15%) et des services aux entreprises (13%). Plus de la moitié (58%) des emplois occupés par les frontaliers se trouvent dans la communauté urbaine de Sarrebruck, 21% dans le district de Sarrelouis et 14% dans celui de Saarpfalz.

La formation professionnelle, d'un niveau moindre qu'en région et à dominante professionnelle et technique

L'offre de formation professionnelle lorraine prépare à des métiers ventilés dans 60 familles professionnelles²⁷. Celle du Bassin Houiller n'en couvre que 33, soit le sixième rang régional : un peu plus de la moitié de l'offre de formation (52%) concerne des familles professionnelles du domaine tertiaire, un peu plus du tiers (36%) concerne celui de l'industrie, les familles professionnelles restantes (12%) destinant au BTP ; le domaine de l'agriculture est absent de l'offre de formation professionnelle du Bassin Houiller (tableau 13).

Tableau 13 : Répartition de l'offre de formation professionnelle en 2006 par familles professionnelles et par zones d'emploi (élèves des lycées pro et CFA en année terminale).

Zone d'emploi	FAP Agriculture	FAP BTP	FAP Industrie	FAP Tertiaire	Total
Nancy	1	6	15	31	53
Metz	3	5	12	25	45
Épinal	2	4	13	19	38
Épinal	2	4	13	19	38
Thionville	0	3	13	18	34
Bassin Houiller	0	4	12	17	33
Remiremont-Gérardmer	0	3	11	18	32
Bar-le-Duc	1	2	11	15	29
Meuse du Nord	2	3	8	14	27
Briey	0	2	11	12	25
Sarreguemines	0	1	9	12	22
Sarrebourg	0	3	8	11	22
Toul	2	0	8	12	22
Saint-Dié	0	2	11	8	21
Lunéville	0	4	7	9	20
Longwy	0	1	6	11	18
Vosges de l'Ouest	2	0	5	9	16
Commercy	0	1	6	5	12

Source : Direction Régionale de l'AFPA – Direction de la formation et Direction de l'apprentissage du Conseil Régional de Lorraine (année 2006) – BEA (Base Académique des Elèves) – Rectorat DEEP (année 2006/2007). Réalisation : OREFQ

La formation professionnelle concernait 7 424 personnes dans le Bassin Houiller en 2007, soit 8% des effectifs lorrains (tableau 14) répartis comme suit : 5 805 élèves en formation initiale scolaire classique (sur 54 777 inscrits en Lorraine, soit 11%), 1 276 élèves en alternance (sur 34 126 inscrits, soit 4%) et 343 personnes en formation professionnelle continue financée par le Conseil Régional de Lorraine (sur un effectif lorrain de 4 429²⁸ personnes, soit 8%).

26 : Observatoire Interrégional du marché de l'Emploi « Situation du marché de l'emploi dans la Grande Région », 6^e rapport de l'OIE, 2009, p. 1.

27 : De la nomenclature des familles professionnelles de la DARES (2003) en 86 postes.

28 : Il s'agit des formations financées par le Conseil Régional de Lorraine. Ce chiffre ne prend en compte que les formations qualifiantes (il exclut les formations pré-qualifiantes et les formations en langue) ; il exclut également les formations générales (NSF 100).

Tableau 14 : Part du Bassin Houiller dans la formation professionnelle lorraine par groupes de spécialité de formation (NSF) en 2007

Groupes de spécialité de formation	Lorraine		BHL		Part du BHL dans les effectifs lorrains
	Effectif	%	Effectif	%	
11 Mathématiques et sciences	1 609	1,7	62	0,8	3,9
12 Sciences humaines et droit	392	0,4	0	0,0	0,0
13 Lettres et arts	517	0,6	0	0,0	0,0
20 Spécialités pluritechnologiques de la production	2 684	2,9	210	2,8	7,8
21 Agriculture, pêche, espaces verts	2 644	2,8	0	0,0	0,0
22 Transformations	9 156	9,8	851	11,5	9,3
23 Génie civil, construction et bois	9 220	9,9	147	2,0	1,6
24 Matériaux souples	829	0,9	116	1,6	14,0
25 Mécanique, électricité et électronique	17 782	19,1	2 118	28,5	11,9
30 Spécialités plurivalentes des services	223	0,2	0	0,0	0,0
31 Echanges et gestion	27 125	29,1	2 295	30,9	8,5
32 Communication et information	5 514	5,9	547	7,4	9,9
33 Services aux personnes	14 455	15,5	1 039	14,0	7,2
34 Services à la collectivité	1 182	1,3	39	0,5	3,3
Total	93 332	100,0	7 424	100,0	8,0

Source : Direction de la formation et Direction de l'apprentissage du Conseil Régional de Lorraine (année 2007) – BEA (Base Académique des Elèves) – Rectorat DPAGE (année 2007/2008). Réalisation : OREFQ

Si les spécialités de l'agriculture et surtout du génie civil sont sous-représentées dans le Bassin Houiller par rapport à la Lorraine, celles de la mécanique, de l'électricité et de l'électronique, qui représentent 29% de la formation professionnelle du BHL contre seulement 19% en Lorraine, sont en revanche très nettement surreprésentées.

Avec 8% des effectifs de la formation professionnelle initiale lorraine en 2007, la zone d'emploi du Bassin Houiller occupait le cinquième rang après celles d'Épinal (9%), de Thionville (près de 11%), de Metz (20%) et Nancy (27%). Un peu plus de 87% des formés dans la zone d'emploi du Bassin Houiller ont suivi des formations de niveau IV et V contre 81% au niveau régional ; inversement, 18% des élèves lorrains ont suivi des formations professionnelles de niveau III, II et I contre seulement 12% dans le Bassin Houiller (tableau 15). Ainsi, la formation professionnelle initiale dans le Bassin Houiller, bien que relativement riche en effectifs, est d'un niveau moindre qu'en région.

29 : Hors IUT. Les lycées professionnels comptaient 68% des inscrits, l'AFPA 16% et les CFA 10%. Notons qu'avec 312 inscrits, les CFA du Bassin Houiller ne représentent que 3,8% de l'effectif total des CFA lorrains (8 121 inscrits en année terminale).

Tableau 15 : Répartition des effectifs de la formation professionnelle initiale en 2007/2008 par zones d'emploi et par niveau de formation

	Niveau de formation					Total des effectifs	Poids dans la région (%)
	VI	V	IV	III	I & II		
Nancy	0,2	42,4	31,5	21,7	4,1	24 232	27,0
Metz	0,7	46,9	31,0	19,5	1,9	17 914	20,0
Thionville	0,8	44,7	39,0	14,6	0,9	9 486	10,6
Épinal	1,2	55,4	34,6	8,6	0,1	8 410	9,4
Bassin Houiller	1,0	49,4	38,0	11,6	0,0	7 155	8,0
Bar-le-Duc	2,3	67,8	25,0	4,8	0,0	3 128	3,5
Sarreguemines	0,0	46,6	38,6	14,7	0,0	2 770	3,1
Remiremont-Gérardmer	0,0	54,3	36,6	9,1	0,0	2 408	2,7
Meuse du nord	0,0	43,6	42,3	14,1	0,0	2 182	2,4
Sarrebouurg	2,4	57,7	33,7	6,2	0,0	2 034	2,3
Briey	0,0	38,5	39,5	21,4	0,7	2 000	2,2
Saint-Dié	0,0	43,9	41,4	14,7	0,0	1 781	2,0
Longwy	0,0	51,0	39,8	9,2	0,0	1 652	1,8
Toul	5,9	43,4	35,3	13,7	1,7	1 384	1,5
Lunéville	0,0	43,0	39,2	17,9	0,0	1 187	1,3
Vosges de l'Ouest	0,0	50,9	35,7	11,3	2,1	1 127	1,3
Commercy	6,5	52,1	38,0	3,4	0,0	739	0,8
Total	0,8	47,3	34,3	16,0	1,7	89 589	100,0

Source : Rectorat DEEP-Base académique des élèves 2007-2008 – Enquête SIFA-Direction de l'apprentissage du Conseil Régional de Lorraine (année 2007/2008). Réalisation : OREFQ

Concomitamment, on peut observer un déficit du Bassin Houiller en matière de formation générale. En effet, sa part dans les années terminales des formations de l'Éducation Nationale s'élève à 27% dans le BHL contre 32% en Moselle et 33% en Lorraine ; inversement, la part de la formation professionnelle et technique y est plus importante, avec notamment une sur-représentation du domaine des transformations et de celui de la mécanique, électricité et électronique (tableau 16).

Tableau 16 : Répartition des spécialités de formation pour les années terminales des formations de l'Éducation Nationale du secondaire (hors apprentissage) en 2007/2008

Groupes de spécialité de formation	BHL	Moselle	Lorraine
11 Mathématiques et sciences	15,3	17,3	17,3
12 Sciences humaines et droit	7,1	9,3	9,8
13 Lettres et arts	4,5	5,7	5,5
Total des groupes de spécialités de formation générale	26,9	32,2	32,6
20 Spécialités pluritechnologiques de la production	1,1	0,7	0,5
22 Transformations	7,3	4,7	4,3
23 Génie civil, construction et bois	1,0	2,6	3,5
24 Matériaux souples	1,4	0,9	1,0
25 Mécanique, électricité et électronique	22,9	17,1	16,1
31 Echanges et gestion	21,9	21,3	22,2
32 Communication et information	5,8	5,1	5,2
33 Services aux personnes	11,2	14,9	13,5
34 Services à la collectivité	0,6	0,5	1,1
Total des groupes de spécialités de formation professionnelle et technique	73,1	67,8	67,4
Ensemble	3 454	15 406	33 377

Source : Rectorat DEEP - Base académique des élèves 2007-2008. Réalisation : OREFQ

Le BHL en retard dans l'accès à l'économie de la connaissance

Une offre de formation supérieure relativement diversifiée mais limitée au niveau III

Lors de l'année universitaire 2006/2007, près de 90% de la population étudiante lorraine était concentrée à Nancy (20 483 étudiants), Metz (14 108) et Vandoeuvre-lès-Nancy (12 438) ; pour sa part, le Bassin Houiller proposait trois formations de l'enseignement supérieur, tournées vers l'industrie, accueillant 165 étudiants (tableau 17). Parmi ceux-ci, 65 (soit 39%) venaient de la zone d'emploi du Bassin Houiller, 35 (soit 21%) des autres zones d'emploi de la Moselle, 36 (soit 22%) des autres départements lorrains et 29 (soit 18%) d'une autre région.

Tableau 17 : Effectifs de l'enseignement supérieur du Bassin Houiller en 2006/2007

	Total	Hommes	Femmes	Dont originaires du BHL
DUT Chimie (Saint-Avold)	101	49	52	38
DUT Science et génie des matériaux (Forbach)	35	31	4	16
Licence pro Production industrielle (Saint-Avold)	29	29	0	11
Total	165	109	56	65

Source : SISE (Système d'Information sur le Suivi de l'Étudiant) – Rectorat-DEEP, octobre 2006. Réalisation : OREFQ

À ces trois formations universitaires, il convient également d'ajouter les BTS. Au nombre de treize dans le Bassin Houiller, proposés en cycle classique (tableau 17bis) ou en alternance (tableau 17ter), ils regroupaient 700 élèves en 2007/2008 dont deux tiers dans le domaine du tertiaire.

Tableau 17bis : Effectifs inscrits dans les BTS dispensés dans le Bassin Houiller en 2007/2008

	Total	Hommes	Femmes	Dont originaires du BHL
Conception de produits industriels (Saint-Avold)	25	25	0	22
Informatique et réseaux pour l'industrie et les services techniques (Schoeneck)	30	29	1	26
Mécanique et automatismes industriels (Saint-Avold)	32	32	0	31
Industries plastiques (Europlastic) (Saint-Avold)	33	32	1	26
Industrialisation des produits mécaniques (Saint-Avold)	31	31	0	30
Électrotechnique (Saint-Avold)	48	47	1	47
Systèmes électroniques (Schoeneck)	32	31	1	32
Management des unités commerciales (Forbach et Saint-Avold)	122	34	88	113
Assistant de gestion de PME-PMI (Creutzwald)	44	4	40	42
Comptabilité et gestion des organisations (Forbach et Saint-Avold)	117	55	62	102
Assistant de direction (Forbach)	60	0	60	51
Assistant secrétaire trilingue (Forbach)	36	1	35	29
Économie sociale et familiale (Forbach)	51	1	50	34
Total	661	322	339	585

Source : BEA (Base Académique des Elèves) – Rectorat DPAGE (année 2007/2008). Réalisation : OREFQ

Tableau 17ter : Effectifs inscrits dans les BTS en apprentissage dispensés dans le Bassin Houiller en 2007/2008

	Total	Hommes	Femmes
BTS management des unités commerciales (CFA Forbach)	29	13	16
BTS assistant de direction (CFA Forbach)	16	0	16
Total	45	13	32

Source : Enquête SIFA – Direction de l'apprentissage du CRL (année 2007/2008). Réalisation : OREFQ

Ainsi, l'enseignement supérieur dans le BHL est constitué d'une quinzaine de formations de niveau III regroupant près de 900 étudiants dont trois quarts sont originaires du BHL. L'offre de formation supérieure du Bassin Houiller semble donc peu attractive pour les étudiants provenant du reste de la Lorraine à l'exception du DUT chimie dispensé au lycée Charles Jully de Saint-Avold qui a recruté une soixantaine d'étudiants extérieurs à la zone d'emploi.

3 500 étudiants lorrains sont issus du BHL dont un tiers dans la filière lettres, sciences humaines

Intéressons nous maintenant à l'accès à l'enseignement supérieur des jeunes issus du BHL et en cours d'étude dans les autres villes universitaires lorraines. 3 500 des 52 600 étudiants inscrits dans un établissement de l'enseignement supérieur lorrain en 2006/2007 résidaient dans le Bassin Houiller. Avec près de 7% des effectifs, ce dernier occupait le quatrième rang après Thionville (9,3%), Metz (12,1%) et Nancy (20,9%).

Un tiers des étudiants originaires du Bassin Houiller était inscrit dans la filière « lettres, sciences humaines » au cours de l'année 2006/2007. Avec 232 inscrits sur 2 297 (soit 10%), les étudiants originaires du Bassin Houiller sont sur-représentés dans la filière des IUT secondaires (industrie et génie civil) (Tableau 18).

Tableau 18 : Répartition des étudiants originaires du Bassin Houiller par filières en 2006/2007

Filières de formation	Lorraine	BHL	
	Effectifs	Effectifs	Part (%)
Droit	4 418	302	6,8
Économie AES	5 470	424	7,8
IUT secondaire (industrie et génie civil)	2 297	232	10,1
IUT tertiaire	2 986	236	7,9
Lettres, sciences humaines	15 346	1 203	7,8
Médecin, odontologie	5 947	281	4,7
Pharmacie	1 256	77	6,1
Sciences, STAPS	14 895	778	5,2
Total	52 615	3 533	6,7

Source : SISE (Système d'Information sur le Suivi de l'Étudiant) – Rectorat-DEEP, octobre 2006. Réalisation : OREFQ

Une politique de formation universitaire insuffisamment ambitieuse dans le BHL

Le niveau de diplôme de la population du BHL de moins de trente ans est moins élevé qu'en Lorraine ou qu'en France. En effet, en 1999, la part des jeunes de moins de 30 ans en cours d'études était plus faible dans le Bassin Houiller qu'aux échelons régional et national et la part des titulaires au plus du BEPC y était plus élevée. Inversement, la part des titulaires d'un diplôme équivalent à Bac+2 ou d'un diplôme supérieur y était inférieure. Ainsi, en 1999, le niveau de diplôme est globalement plus faible dans la zone d'emploi du Bassin Houiller qu'en Lorraine ou en France (Tableau 19).

Tableau 19 : La population de moins de 30 ans selon le diplôme en 1999 (en %)

	Études en cours	Titulaires au plus du BEPC	Baccalauréat Brevet pro	Bac+2	Diplômes supérieurs	Total
France	45,6	13,6	11,2	7,9	6,3	100
Lorraine	45,3	13,8	11,5	7,7	4,9	100
Bassin Houiller	41,3	17,1	11,6	6,4	3,2	100

Source : INSEE - Recensement de la population 1999 au lieu de résidence. Réalisation : OREFQ

L'objectif que s'est fixé la Communauté européenne en matière de recherche et d'innovation appelle l'Europe dans son ensemble à progresser vers une « économie de la connaissance et des services (...) fortement liée aux technologies telles que la biotechnique, les nanotechnologies, les technologies des matériaux et les technologies de l'information et de la communication³⁰ ».

Cette économie de la connaissance « met en avant les activités de Recherche et Développement comme l'un des facteurs majeurs de la croissance future d'un territoire : elles permettent d'y développer les compétences humaines et de promouvoir l'implantation de secteurs à forte valeur ajoutée. De finalité marchande ou non, ces activités peuvent viser l'obtention de connaissances nouvelles comme l'élaboration ou l'amélioration de procédés et de produits³¹ ».

Appréhender les activités de Recherche et Développement dans le Bassin Houiller permet de mieux cerner les perspectives de développement du territoire. En 2006/2007, avec 2,1% de ses étudiants inscrits en doctorat, le Bassin Houiller est moins bien placé que la Lorraine (3,7%) et la France (5,3%) (Tableau 20).

Tableau 20 : Coursus suivi par les étudiants résidant dans la zone d'emploi du Bassin Houiller en 2006/2007

Cursus	France		Lorraine		BHL	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Licence	764 284	59,5	32 440	61,7	2 637	74,6
Mastère	452 886	35,2	18 214	34,6	822	23,3
Doctorat	68 238	5,3	1 961	3,7	74	2,1
Total	1 285 408	100,0	52 615	100,0	3 533	100,0

Source : pour la France, L'enseignement supérieur – Les grands chiffres, octobre 2007, Ministère de l'Éducation Nationale – Évaluation et statistiques ; pour la Lorraine et le BHL, SISE (Système d'Information sur le Suivi de l'Étudiant) – Rectorat-DPAG, octobre 2006.

Caractérisée par « la faiblesse de sa recherche privée, en particulier dans les secteurs de haute technologie », et « une recherche publique très dynamique et en plein essor », la recherche en Lorraine possède toutefois des atouts indéniables pour son développement futur grâce à des collaborations de plus en plus fréquentes entre les entreprises et les laboratoires publics (comme par exemple le partenariat entre Arkéma et l'ENSIC³³), ainsi qu'à la forte augmentation des créations d'entreprises innovantes (notamment à travers le projet d'Eurozone Sarrebruck-Forbach, voir Encadré n° 2).

30 : ESPON (European Spatial Planning Observation Network), Scénarios pour le devenir du territoire européen. Projet ESPON 3.2, Rapport produit par le groupe transnational de travail ESPON 3.2 coordonné par Moritz Lennert et Jacques Robert, co-financé par l'Union Européenne dans le cadre du projet Interreg, Bruxelles, mai 2007, p. 17.

31 : Véronique Cerruti, « Recherche et développement en Lorraine : secteur public très présent », Économie Lorraine, n° 43, Insee Lorraine, février 2006.

32 : Véronique Cerruti, op. cit.

33 : Selon Michaël Matlosz, le directeur de l'ENSIC, cité par Bernard Kratz, « Arkéma booste son pôle de recherche avec l'ENSIC », Républicain Lorrain, vendredi 13 février 2009 : « ce projet devrait renforcer le potentiel de recherche d'Arkéma, en l'orientant vers la chimie végétale. Pour être compétitives, ces industries doivent innover dans leurs procédés de production et répondre aux exigences du développement durable ».

Des réseaux d'insertion très majoritairement concentrés dans l'ancienne zone minière

Les réseaux ou dispositifs locaux susceptibles d'être mobilisés au profit de l'insertion ou de la réinsertion professionnelle des travailleurs peuvent relever d'une logique marchande (exemple : les entreprises de travail temporaire), d'une logique institutionnelle (en lien avec les politiques publiques de l'emploi et de la formation) ou d'une logique solidaire (portée par le monde associatif dans le champ de l'insertion ou de l'accompagnement des publics en difficultés). Toutefois, les caractéristiques de la main-d'œuvre (niveau de qualification et durée du chômage notamment) déterminent l'accès à tel ou tel dispositif : plus le travailleur est en position de faiblesse par rapport au marché du travail, moins il a accès à l'intérim ou aux contrats aidés, plus il est susceptible d'avoir recours aux associations d'insertion (entreprises temporaires d'insertion, entreprises d'insertion, associations intermédiaires).

Reconnu par la loi de janvier 1972 et inscrit au sein du service public de l'emploi par la loi de cohésion sociale de janvier 2005, l'intérim est présenté comme une « institution indispensable au fonctionnement du marché du travail³⁴ ». Favorisant un rapprochement entre les agences d'intérim et l'ANPE (désormais Pôle Emploi), cette loi confère à l'intérim un rôle actif dans le domaine de l'insertion ou de la réinsertion de la main-d'œuvre. Ainsi, le Bassin Houiller compte 56 agences de travail temporaire (dont 27 à Saint-Avold et 16 à Forbach³⁵) et une dizaine d'entreprises spécialisées dans le conseil en gestion de personnel. À l'exception des cinq agences d'intérim de Créhange, Faulquemont, Boulay, Sarralbe et Bouzonville, ainsi que d'un cabinet de conseil à Boulay, toutes ces structures sont implantées dans l'ancien croissant minier du nord de la zone d'emploi.

De la même façon, la quasi-totalité des structures associatives (une cinquantaine dont une douzaine à Saint-Avold, une douzaine à Forbach et une dizaine à Freyming-Merlebach) développant des actions directement ou indirectement liées au domaine de l'insertion (UDAF, Croix rouge française, Secours populaire, Emmaüs, Régie de quartier, Centre social, Association d'aide aux travailleurs italiens, Association mosellane d'aide aux personnes âgées, Association intermédiaire pour le développement de l'emploi, etc.) sont toutes concentrées dans les communautés de communes du Warndt, du Pays Naborien, de Freyming-Merlebach et de Forbach Porte de France, à l'exception de deux associations à Faulquemont, une à Boulay et deux à Sarralbe.

Enfin, le recensement des Pôles Emploi (Forbach, Saint-Avold et Valmont) et des structures de l'AIO en Lorraine³⁶ (Atelier de recherche d'emploi de Creutzwald, Centre d'accueil et de services aux entreprises de Faulquemont, CIO et Centre d'information sur les droits de la femme et des familles de Forbach, Mission locale de Freyming, Services d'orientation de l'AFPA et Forces Moselle-Est action sociale de Saint-Avold, CIO et mission locale de Valmont) met en évidence, là encore, la forte concentration des dispositifs dans le nord minier.

Il en va de même pour les antennes des missions locales quasiment toutes situées géographiquement dans les trois communautés de communes de Forbach Porte de France (Behren-lès-Forbach avec 370 jeunes en contact, Forbach avec 579 jeunes en contact, Petite-Rosselle avec 115 jeunes et Stiring-Wendel avec 302 jeunes), de Freyming-Merlebach (Farébersviller avec 330 jeunes en contact, Freyming-Merlebach avec 443 jeunes et Hombourg-haut avec 225 jeunes) et Saint-Avold (qui accueille plus de 1 500 jeunes dans ses antennes de Saint-Avold, Carling, Creutzwald, Folschviller, L'Hôpital et Morhange). Trois antennes de la Mission Locale de Saint-Avold sont situées hors du croissant minier, à Boulay (166 jeunes), à Bouzonville (138 jeunes) et à Faulquemont (319 jeunes).

La quasi-totalité des anciennes cités minières (cités dortoirs) sont actuellement classées en Zones Urbaines Sensibles (ZUS) ou relèvent du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) ; la moitié des vingt-deux ZUS répertoriées en Moselle sont ainsi concentrées dans le Bassin Houiller³⁷ : Behren-lès-Forbach (1), Creutzwald (2), Farébersviller (1), Folschviller (1), Forbach (3), Freyming-Merlebach (1), Hombourg-Haut (1), Saint-Avold (1). La comparaison des différentes Missions Locales lorraines montre que le Bassin Houiller est en tête de liste pour ce qui concerne l'accueil de jeunes issus des ZUS : ceux-ci représentent 35% du public des missions locales du BHL contre seulement 19% sur l'ensemble des missions locales lorraines³⁸.

34 : Rachid Belkacem, Cathel Kornig, François Michon, « Les origines du travail intérimaire et son développement en Europe », Les nouveaux enjeux du travail intérimaire, Actes du colloque international, Luxembourg, 23-24 novembre 2006, pp. 11-23.

35 : Insee – Base permanente des équipements 2007.

36 : OREFQ, INFFOLOR, DRANPE, AFPA, SAIO, AMILOR, DRTEFP, Conseil régional de Lorraine, *Annuaire des structures d'Accueil, d'Information et d'Orientation en Lorraine*, Édition n° 1, décembre 2008, pp. 105-111.

37 : Atlas des Zones Urbaines Sensibles (voir le site : i.ville.gouv.fr).

38 : Source : Mission Locale du Bassin Houiller (au 31/12/2008).

Index des tableaux, graphiques et encadrés

Tableaux

Tableau 1	Population, superficie et densité des 17 zones d'emploi Lorraine en 2006.....	p. 3
Tableau 2	Évolution de la population du Bassin Houiller entre 1975 et 2006.....	p. 3
Tableau 3	Évolution de la population des 10 communautés de communes du BHL entre 1990 et 2006 (en effectifs et en %).....	p. 5
Tableau 4	Communes du BHL dont le nombre a le plus évolué entre 1990 et 2006 (en effectif et en %).....	p. 5
Tableau 5	Les 10 communes les plus importantes du Bassin Houiller.....	p. 6
Tableau 6	Répartition des communes par nombre d'habitants.....	p. 7
Tableau 7	Évolution de la répartition sectorielle (NES 4) des salariés dans le Bassin Houiller, en Moselle, Lorraine et en France entre 1990 et 2006 en (%).....	p. 8
Tableau 8	Les 10 communautés de communes du Bassin Houiller.....	p. 12
Tableau 9	Évolution de l'activité des femmes par rapport à la population féminine totale par zones d'emploi entre 1975 et 1999 (en %).....	p. 15
Tableau 10	Évolution des effectifs féminins pour les principales catégories socioprofessionnelles entre 1999 et 2006.....	p. 16
Tableau 11	Les 10 principaux secteurs d'activité des derniers employeurs des demandeurs d'emploi de catégorie 1 inscrits au 31 décembre 2007.....	p. 18
Tableau 12	Les principaux motifs de sortie dans les établissements du secteur de la production de combustibles et de carburants de 50 salariés et plus entre 1994 et 2003.....	p. 18
Tableau 13	Répartition de l'offre de formation professionnelle en 2006 par familles professionnelles et par zones d'emploi.....	p. 20
Tableau 14	Part du Bassin Houiller dans la formation professionnelle lorraine par groupe de spécialité de formation (NSF) en 2007.....	p. 21
Tableau 15	Répartition des effectifs de la formation professionnelle initiale en 2007/2008 par zones d'emploi et par niveau de formation.....	p. 22
Tableau 16	Répartition des spécialités de formation pour les années terminales des formations de l'Éducation Nationale du secondaire en 2007/2008.....	p. 22
Tableau 17	Effectifs de l'enseignement supérieur du Bassin Houiller en 2006/2007.....	p. 23
Tableau 17bis	Effectifs inscrits dans les BTS dispensés dans le Bassin Houiller en 2007/2008.....	p. 23
Tableau 17ter	Effectifs inscrits dans les BTS en apprentissage dispensés dans le Bassin Houiller en 2007/2008.....	p. 23
Tableau 18	Répartition des étudiants originaires du Bassin Houiller par filières en 2006/2007.....	p. 24
Tableau 19	La population de moins de 30 ans selon le diplôme en 1999 (en %).....	p. 25
Tableau 20	Cursus suivi par les étudiants résidant dans la zone d'emploi du Bassin Houiller en 2006/2007.....	p. 25

Graphiques

Graphique 1	Évolution de la population des zones d'emploi de Moselle (base 100 en 1975).....	p. 4
Graphique 2	Évolution de l'emploi salarié par secteurs d'activité (NES 4) de 1989 à 2006.....	p. 7
Graphique 3	Les 18 secteurs (NES 36) ayant le plus évolué entre 1989 et 2006.....	p. 8
Graphique 4	La répartition sectorielle (NES 36) dans le Bassin Houiller, en Lorraine et en France en 2006 (en %).....	p. 9
Graphique 5	Évolution de l'activité des femmes par rapport à la population féminine totale entre 1975 et 1999 (en %).....	p. 14
Graphique 6	Évolution de l'emploi salarié par sexe de 1989 à 2006 (base 100 en 1989).....	p. 15
Graphique 7	Évolution du taux de chômage de 1990 à 2007.....	p. 17
Graphique 8	Évolution des emplois frontaliers de 1990 à 2006.....	p. 19

Encadrés

Encadré 1	Les dispositifs d'industrialisation du Bassin Houiller.....	p. 10
Encadré 2	L'Eurozone, un exemple de coopération intercommunale et transfrontalière.....	p. 13
Encadré 3	Le Pacte Charbonnier et la Dispense Préalable d'Activité.....	p. 17



OREFQ

**Centre d'Affaires Libération
4, rue de la Foucotte
54000 Nancy
Tél. : 03 83 98 37 37
Fax : 03 83 98 98 78
E-mail : contact@orefq.fr
Site : www.orefq.fr**